

ALGERIE : Algérie: le président algérien Tebboune accomplit la prière de l'Aïd El Fitr à Djamaâ El Djazaïr | **CENTRAFRIQUE** : RCA : La crise de confiance envers la MINUSCA dans le Haut-Mbomou s'aggrave | **NIGER** : Niger : arrivée d'instructeurs militaires russes et de matériel militaire dans la capitale | **BURKINA FASO** : Chine-Burkina Faso : Le 4e pouvoir, un levier pour réussir la coopération ! - Permettre aux amis des médias du Burkina Faso de mieux comprendre la Chine afin de construire un pont de confiance et d'amitié mutuelle entre la Chine et le Burkina Faso. | **SOUDAN** : Soudan : MSF appelle à une intensification urgente de la réponse humanitaire et à la levée des blocages - Un an après le début de la guerre entre les Forces armées soudanaises (SAF) du gouvernement et les Forces de soutien rapide (RSF), le Soudan est confronté à l'une des pires crises de ces dernières décennies. | **BURUNDI** : Génocide contre les Hutu du Burundi en 1972-73 : Remise du rapport 2023 au Parlement. - Présentation du rapport CVR 2023 au Parlement, révélant les détails des génocides de 1965, 1969, 1972-73 et leur impact persistant sur la diaspora burundaise. --- Burundi / Diaspora – Belgique: Bob Rugurika, ex-journaliste RPA, répand une rumeur sur des machettes : M. Rugurika Bob, ancien journaliste burundais, est impliqué dans une polémique suite à la diffusion d'une rumeur prétendant une distribution de machettes au Burundi, en même temps que la commémoration des 30 ans du génocide rwandais. Cette affirmation survient alors que 8 000 immigrants burundais sont menacés d'expulsion. | **COMORES** : Comores : quatre décès et 83 nouveaux cas de choléra en une semaine | **CONGO-BRAZZAVILLE** : Le Congo-Brazzaville et la Chine célèbrent les 60 ans de leur coopération | **RDC** : RDC: Kabuya réaffirme ses allégations sur le soutien de Kabila à l'AFC de Nangaa et voit des "turbulences au pays dans les prochains jours" --- Burundi / RDC : Le Rwanda, celui des Bashi, des Bahinda (du Karagwe), et des Barundi. - Cela souligne indubitablement que le Rwanda et la RDC partagent des liens profonds, illustrés par la présence de la tribu des Bashi, originaire de la RDC. Tout comme les Barundi appartiennent au peuple Ha, les Banyarwanda sont issus des Shi. | **LIBYE** : Libye : Tension et affrontements armés à Tripoli | **MADAGASCAR** : Madagascar : bientôt l'internet partout, par satellite - Le gouvernement malgache a donné son feu vert à Starlink, l'entreprise américaine de connexion internet par satellite. | **MAROC** : Au Maroc, Société Générale cède sa filiale à une holding marocaine pour 745 millions d'euros | **MOZAMBIQUE** : Mozambique/naufage d'un ferry : l'ONU envoie une équipe de soutien vers la zone d'accident | **MOZAMBIQUE** : Mozambique/naufage d'un ferry : l'ONU envoie une équipe de soutien vers la zone d'accident - Le ferry transportait 130 personnes qui avaient fui Mossuril à la suite d'une panique provoquée par des informations erronées concernant l'apparition d'une épidémie de choléra | **NIGERIA** : Afreximbank to provide \$1b crude oil prepayment facility to Nigeria - Nigeria is set to receive a \$1 billion loan from the African Export-Import Bank (Afreximbank) next month, as a segment of a wider crude oil. | **TCHAD** : Tchad : Visite d'une délégation du ministère des Mines et de la Géologie sur les sites miniers dans le Mayo Kebbi Ouest | **TUNISIE** : Un chiffre d'affaire de 3,5 Mds DT pour le tourisme médical | **ZIMBABWE** : Zimbabwe government calls for Malawi investors | **BOTSWANA** : Top Botswana miner uses AI for diamond exploration.



DAM, NY, AGNEWS, <http://burundi-agnews.org>, Lundi 15 avril 2024 | Photo : CVR Burundi , Burkina 24, Mme Kamikazi Anne Violeta, MSF, La1ere.francetvinfo.fr, infoafrique , musabyimana, heshima , Courrier international, Midi Madagasikara, H24info.ma, AL24 News, Le360 Afrique, Haiti24 , alwihdainfo.com, African Manager, Malawi24, AL24 News

Afrique du Sud

L'air qui tue en Afrique du Sud

le 8 avril 2024 / lepetitjournal.com

La pollution de l'air est un véritable fléau silencieux pour l'Afrique. En plus du million d'Africains qui meurent chaque année de la pollution de l'air, des millions d'autres vies doivent vivre avec ses conséquences dévastatrices. En Afrique du Sud, l'air de la région du Mpumalanga, capital du charbon dans le pays, est le plus pollué au monde ! Des actions urgentes sont nécessaires !

Selon un [rapport de Greenpeace](#) sur les principaux pollueurs de l'air d'origine humaine en Afrique, L'Afrique du Sud abrite certaines des plus grandes sources de pollution atmosphérique du continent africain en raison de son secteur énergétique. En effet, première industrie du continent, l'Afrique du Sud tire 80% de son électricité du charbon or les poussières provenant des mines de charbon, ainsi que les cendres, les émissions de mercure et les PM2,5 provenant de la combustion du charbon ont un impact négatif important sur la qualité de l'air

Air pollué : la justice s'en mêle

En 2019, les organisations environnementales GroundWork et Vukani assignaient en justice le gouvernement pour avoir "violé le droit" constitutionnel des citoyens à respirer un air sain, dans l'affaire dite de "l'air mortel". Dans cette affaire d'importance, la justice reconnaissait que la mauvaise qualité de l'air dans la région constitue une "violation du droit constitutionnel à un environnement qui ne nuise ni à la santé, ni au bien-être". Suite à cela, en 2022, le gouvernement était sommé d'agir contre la pollution de l'air liée à l'exploitation du charbon.

Air pollué et santé

L'exposition à des produits toxiques émis par les usines à charbon, comme le dioxyde de soufre, des métaux lourds comme le mercure et des particules fines, a conduit à une "épidémie" de maladies telles que l'asthme, les bronchites, les cancers du poumon, et contribue aussi aux AVC et aux naissances prématurées, selon les organisations.

Chaque année, dans le pays le plus industrialisé d'Afrique, au moins 20 000 décès sont enregistrés, causés par la pollution de l'air.

De récentes études ont également montré que la pollution atmosphérique a réduit l'espérance de vie dans la capitale de 3,2 ans, et particulièrement les enfants.

"La pollution irrite la réponse inflammatoire de vos tissus. Elle contribue à beaucoup de maladies, les maladies cardio-pulmonaires et les accidents vasculaires cérébraux, par exemple, les maladies pulmonaires obstructives chroniques, l'asthme et le cancer du poumon", énumérait Dafni Zisis, médecin généraliste au EXP Medical Center. "Nous constatons actuellement une augmentation de l'asthme chez les enfants, et à une recrudescence chez les adolescents et les adultes et une aggravation des symptômes dans cette population."

L'OMS estime qu'environ sept millions de décès prématurés principalement imputables à des maladies non transmissibles sont attribués aux effets conjoints de la pollution de l'air ambiant et des habitations.

Des plans d'actions ?

La pollution atmosphérique ne connaît pas de frontières. Pour atteindre le niveau de changement permettant d'empêcher les effets dévastateurs de la toxicité de l'air, il est crucial que les organismes régionaux, les gouvernements nationaux et les autorités municipales coordonnent leurs actions.

Dans son rapport intitulé « [Pollution de l'air en Afrique : les principaux coupables démasqués](#) », Greenpeace présente des recommandations et des actions pour résoudre le problème critique de la pollution de l'air en Afrique, en insistant sur la nécessité d'investir dans les technologies propres, en particulier dans le secteur de l'énergie. Spécifiquement pour l'Afrique du Sud, le rapport propose la mise en œuvre du plan de gestion de la qualité de l'air de la zone prioritaire du Highveld, en confirmant le jugement de la Haute Cour de Pretoria dans le cadre du litige "Deadly Air".

Bon nombre des causes de la pollution atmosphérique, telles que la combustion du pétrole, du charbon et du gaz, sont également des sources d'émissions de gaz à effet de serre. Les politiques visant à réduire la pollution atmosphérique offriraient donc une stratégie gagnant-gagnant pour le climat et la santé...

Algérie

Algérie: le président algérien Tebboune accomplit la prière de l'Aïd El Fitr à Djamaâ El Djazaïr

10/04/2024/al24news.com

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a accompli, mercredi matin à Djamaâ El Djazaïr (Alger), la prière de l'Aïd El Fitr dans un climat de piété et de sérénité.

De hauts responsables de l'Etat, des membres du gouvernement et des représentants du corps diplomatique arabe et musulman accrédité en Algérie ainsi que de nombreux fidèles ont également accompli la prière de l'Aïd dans cet édifice religieux et civilisationnel.

Angola

Bénin

Bénin: affectation de 611 agents contractuels recrutés pour le compte du ministère de la santé

10 avril 2024/beninwebtv.com

Le ministre de la santé publique, Benjamin Hounkpatin a procédé à l'affectation de 611 agents contractuels de droit public recrutés pour le compte de son département.

C'est à travers un titre d'affectation pris le mardi 9 Avril 2024 que ces agents nouvellement recrutés sont invités à prendre service à leur nouveau poste.

Botswana

Top Botswana miner uses AI for diamond exploration

10 avr. 2024 /itweb.africa

Botswana Diamonds, one of the country's largest mining companies, is leveraging Artificial Intelligence (AI) to conduct a comprehensive search for fresh diamond deposits and other minerals.

The firm, which is listed on both the London and Botswana Stock Exchanges, announced plans to use Planetary AI Ltd's Xplore mineral prospectivity technology, which was developed in partnership with International Geoscience Services Limited.

Xplore is a system that employs a unique blend of semantic technologies and machine learning.

Semantic technology, a branch of artificial intelligence, that focuses on interpreting and representing the meaning of data, information, and knowledge in a machine-readable format.

It helps computers to comprehend, interpret, and reason with data in a manner akin to human thinking, therefore improving the effectiveness of information retrieval, integration, and analysis, said Botswana Diamond.

According to the company, this enables computers to "understand" the meaning and context of geological data in the same way that a geologist would, allowing them to identify zones of probable mineralization based on specific mineral deposit models.

The system functions similarly to a geologist, but with greater speed and efficiency.

Large datasets are processed using AI, which detects logical gaps in the data and learns to correct them.

This initiative is expected to give new insights that will provide drillable sites that were previously unknown, said the company.

"Our mineral database in Botswana is simply vast. We have always believed that there are more diamond deposits to be found under the sand. Now there is the possibility of other deposits being identified," Botswana Diamonds chairman John Teeling said.

ANC mourns Dingake

Tuesday, April 09, 2024/mmegi.bw

The African National Congress (ANC) has issued a statement of condolences following the passing of the founding president of the Botswana Congress Party (BCP), Michael Dingake.

Dingake passed away Sunday afternoon at the age of 96.

“His legacy as an internationalist who wholeheartedly embraced the struggle for freedom in South Africa and across the continent will forever be remembered,” the statement reads.

Dingake’s connections with the South African political party date back to the apartheid era, and he was part of the stalwarts who fought for the neighbouring country’s liberation.

“Dingake’s commitment to the cause of liberation was unwavering, despite enduring arrest, torture, and a lengthy imprisonment of 15 years at Robben Island. His resilience in the face of adversity inspired generations of activists and freedom fighters,” the ANC said.

Dingake was pivotal in establishing the base for Umkhonto we Sizwe and ANC underground operatives.

“His dedication to the fight for social justice remained unyielding and unrelenting throughout his life,” the statement further reads.

Meanwhile, according to the family spokesperson, Martin Dingake, daily prayers will be held starting today from 5pm to 6pm in Mogoditshane.

A memorial service will be held on April 13 at 9am at Notwane Grounds, whilst the funeral will be hosted on Saturday.

Burkina Faso

Farine de blé : Importation suspendue au Burkina Faso

10 avril 2024 / beninwebtv.com

L’importation de farine de blé au Burkina Faso est actuellement suspendue sur décision temporaire du ministère du Développement Industriel, du Commerce, de l’Artisanat et des Petites et Moyennes Entreprises.

Dans le cadre de son initiative visant à assainir le marché et à réguler les produits de grande consommation, le ministère a diffusé un communiqué annonçant la suspension temporaire de l’importation de farine de blé. En effet, cette décision signifie que les importateurs ne pourront pas obtenir d’Autorisation Spéciale d’Importation (ASI) pour ce produit pendant cette période.

Parallèlement, les autorités ont lancé une campagne agricole pour contrer l’insécurité alimentaire. Dans le cadre de cette campagne, plusieurs variétés de blé sont priorisées afin de réduire la dépendance du pays à l’importation.

Notons que cette stratégie du gouvernement du président Ibrahim Traoré vise à renforcer la sécurité alimentaire et à promouvoir l'autosuffisance en matière de production de blé au Burkina Faso.

Chine-Burkina Faso : Le 4e pouvoir, un levier pour réussir la coopération !

2024/04/10/burkina24.com

Prévu se tenir du 10 au 19 avril 2024, le séminaire à l'endroit des responsables de médias et journalistes du Burkina Faso a été officiellement ouvert ce mercredi 10 avril 2024 à Beijing, en Chine. Une initiative du ministère du commerce de la République populaire de Chine déployée par le Groupe de communication internationale de Chine (CICG) qui a réuni 43 professionnels.

Permettre aux amis des médias du Burkina Faso de mieux comprendre la Chine afin de construire un pont de confiance et d'amitié mutuelle entre la Chine et le Burkina Faso. Tel est le principal but recherché à travers l'organisation du séminaire à l'endroit des responsables de médias et journalistes du Burkina Faso, a fait comprendre Han Liqiang, Directeur adjoint du Centre d'études internationales et de formation du Groupe de communication internationale de Chine (CICG), organisateur.

« Les montagnes et les océans ne peuvent pas empêcher la volonté de la Chine et du Burkina Faso de se rapprocher l'un de l'autre, de se connaître et de mener des coopérations amicales. Ce séminaire est organisé pour permettre aux amis des médias du Burkina Faso de mieux comprendre la Chine et pour construire un pont de confiance et d'amitié mutuelle entre la Chine et le Burkina Faso », a-t-il déclaré.

Valentin Hervé Sanyan Kambiré, chargé de mission au cabinet du ministre de la communication, de la culture, des arts et du tourisme du Burkina Faso, et au nom des responsables de médias du Burkina Faso, a succinctement présenté son pays avant de revenir sur les objectifs du séminaire.

Burundi

Génocide contre les Hutu du Burundi en 1972-73 : Remise du rapport 2023 au Parlement.

<https://burundi-agnews.org/diaspora/genocide-contre-les-hutu-du-burundi-en-1972-73-remise-du-rapport-2023-au-parlement/>

Présentation du rapport CVR 2023 au Parlement, révélant les détails des génocides de 1965, 1969, 1972-73 et leur impact persistant sur la diaspora burundaise.

Bujumbura, 11/04/2024 – Juste avant le 29 avril, une date qui résonne profondément au sein de la diaspora burundaise. Chaque année, ce jour là, les Burundi se rassemblent pour se souvenir du génocide contre les Hutu du Burundi en 1972/1973 [cfr : <https://burundi-agnews.org/genocide-contre-les-hutu-du-burundi-en-1972/>]. Jeudi, le très estimé Monsieur Ndayicariye Pierre Claver, président de la Commission Vérité Réconciliation (CVR) du Burundi, a remis solennellement le rapport d'étape pour l'exercice 2023 à l'Honorable Ndirakobuca Daniel, Président de

l'Assemblée Nationale. Ce geste marque l'ouverture officielle de la session qui va voir ce rapport discuté en séance plénière au sein d'un Parlement réuni en congrès.

Dans ce document dense, on trouve les témoignages recueillis au fil d'une enquête minutieuse sur les génocides de 1965, 1969 et 1972-73 [cfr : <https://www.youtube.com/@cvrburundi271/videos>]. Les pages du rapport listent les noms des victimes Hutu et des familles Tutsi endeuillées par ces tragédies, tout en annonçant un recensement des personnes assassinées ou disparues, de celles qui ont risqué leur vie pour protéger les autres, et de celles qui ont cherché à se faire pardonner. Ce rapport fait également état d'interviews et de données recueillies parmi les membres de la diaspora burundaise dispersés à travers le Kenya, la Tanzanie, la Belgique et les États-Unis, tous liés par ce passé douloureux.

Cependant, au cœur de cette quête de vérité, le parti Uprona, jadis le seul parti du pays, se tient fermement contre les accusations de la CVR, refusant d'être désigné comme le coupable du génocide.

Pour établir un état néocolonial au Burundi, les États-Unis, le Vatican, la France et la Belgique ont joué un rôle déterminant :

Entre 1959 et 1965-1966, le Burundi a assisté à la dissolution de son système politique traditionnel, Ingoma. Ingoma y'Uburundi faisant place à une république inspirée des modèles occidentaux. Puis, de 1966 à 1972-1973, le pays a connu une mise à mort de son système socio-économique traditionnel, Ubumu, pour une structure d'économie de marché conforme aux principes économiques de l'Occident.

[<https://www.youtube.com/watch?v=13w-Nr-pcE>]

DAM, NY, AGNEWS, <https://burundi-agnews.org>, Vendredi 12 avril 2024 | Photo : CVR Burundi.

Le secteur du transport au Burundi : Plus d'une préoccupation

10/04/2024/msn.com

Lors d'une réunion tenue récemment à Bujumbura sur le respect des normes dans le transport au Burundi, les chauffeurs expérimentés ont cité quelques soucis observés dans le secteur. Il s'agit notamment du manque de formation adéquate pour les chauffeurs ; du non-respect des normes de transport avec tout ce que cela comporte comme conséquences néfastes sur la sécurité et le développement socio-économique du pays.

Christophe Bizimana, de la Coopérative des chauffeurs professionnels sans frontières, critique le fait que de nombreux chauffeurs possèdent des permis de conduire de la catégorie camion alors qu'il n'y a pas d'auto-école pour les chauffeurs de camions sur le territoire burundais. Pendant ce temps, ces chauffeurs prennent le risque de transporter des marchandises d'une valeur de plusieurs milliards de francs burundais.

Il demande au gouvernement d'exiger à ces chauffeurs de suivre des formations et des recyclages relatifs à la conduite des camions. Il souligne également l'importance pour le chauffeur de se rappeler de l'éthique de son métier avant de recommander la création d'un Conseil national des chauffeurs pour formuler des propositions en cas de besoin. « Dans des projets de développement comme la construction des routes, les chauffeurs n'ont pas droit au chapitre alors qu'ils devraient être au centre du transport. » déplore-t-il.

Burundi / Diaspora – Belgique: Bob Rugurika, ex-journaliste RPA, répand une rumeur sur des machettes.

<https://burundi-agnews.org/diaspora/burundi-diaspora-belgique-bob-rugurika-ex-journaliste-rpa-repand-une-rumeur-sur-des-machettes/>

M. Rugurika Bob, ancien journaliste burundais, est impliqué dans une polémique suite à la diffusion d'une rumeur prétendant une distribution de machettes au Burundi, en même temps que la commémoration des 30 ans du génocide rwandais. Cette affirmation survient alors que 8 000 immigrants burundais sont menacés d'expulsion.

Le pourquoi de cette rumeur remonte à 2015, époque de la "révolution de couleur" au Burundi, perçue comme une tactique de "soft power" américain visant à déstabiliser un régime opposé à la globalisation unipolaire américaine néolibérale (GUAN). L'Economie Sociale (ECOS) du Burundi, soit médias, société civile (incluant des associations de défense des droits humains, des associations d'anciens forces de l'ordre, etc.) et partis politiques, ainsi que les institutions de santé, bénéficiant du soutien financier d'acteurs privés ou publics liés à la GUAN, ont été au cœur de cet effort de changement de régime. M. Bob Rugurika, alors à la Radio Publique Africaine RPA, s'est distingué dans ce contexte burundais.

Sa participation à la tentative de coup d'État du 13 mai 2015 a été un moment déterminant, le menant à l'exil après l'échec. Aujourd'hui, entre l'Europe et le Rwanda, vivant dans la précarité, il dépend de différentes méthodes pour subsister.

Selon Mme Kamikazi Anne Violeta, défenseure des droits humains et experte média, M. Rugurika aurait lancé la rumeur des machettes pour influencer les politiques d'expulsion européennes, notamment belges, face à l'afflux de migrants burundais. Ces migrants, arrivés en grand nombre via la Serbie suite à un accord bilatéral pas très bien réfléchi, cherchent un avenir meilleur en Europe, motivés par des raisons socio-économiques plutôt que politiques.

Mme Kamikazi suggère que M. Rugurika bénéficie économiquement de cette crise migratoire. Près de 8 000 dossiers d'immigrants burundais sont en suspens en Belgique depuis février 2024, et un potentiel accord entre la Belgique et le Burundi pourrait provoquer prochainement des rapatriements massifs vers le Burundi. À ce jour, M. Rugurika aurait amassé 15 000 EUR grâce à cette lucrative affaire.

DAM, NY, AGNEWS, <https://burundi-agnews.org>, Jeudi 11 avril 2024 | Photo : Mme Kamikazi Anne Violeta

Cameroun

Incendie à Maroua : la Sodecoton au Cameroun touchée, les autorités interviennent

10 avril 2024/lebledparle.com

Selon des informations provenant de sources locales, un incendie s'est déclaré dans un entrepôt de stockage de coton brut, ce qui a entraîné l'intervention des autorités administratives de la région de l'Extrême-Nord en début d'après-midi ce mardi 9 avril.

L'incident s'est produit dans un entrepôt de stockage de coton brut, situé dans la région de l'Extrême-Nord. Les flammes ont rapidement envahi le bâtiment, nécessitant ainsi l'intervention des autorités locales.

Les autorités administratives de la région de l'Extrême-Nord ont rapidement réagi à l'incendie en se rendant sur les lieux pour évaluer la situation. L'ampleur des dégâts causés par les flammes n'a pas encore été communiquée.

Il est important de souligner que l'incendie s'est déclaré en début d'après-midi, laissant supposer que l'entrepôt était en activité au moment du sinistre. Les causes de l'incendie restent pour l'instant inconnues et font l'objet d'une enquête par les autorités compétentes.

Cet incident souligne la rapidité d'intervention des autorités locales face à de telles situations d'urgence.

Cap-Vert

République centrafricaine

Centrafrique : les normes contribuant à préserver la stabilité du système bancaire peu respectées (Bloomfield)

10 avril 2024/zoom-eco.net

En Centrafrique, l'écosystème bancaire est voué à l'inobservation des normes prudentielles visant à garantir la solidité du système bancaire. C'est ce qu'indique l'agence de notation financière Bloomfield Investment dans son premier rapport de notation souveraine du pays de Bokassa pour l'année 2023.

« A fin avril 2023, seules 4 des 9 normes prudentielles édictées par la Commission bancaire de l'Afrique centrale (Cobac), pour apprécier la liquidité et la solvabilité des établissements de crédit placés sous son contrôle, étaient respectées par l'ensemble des banques en activité en Centrafrique (RCA). », indique la source.

En effet, le secteur bancaire centrafricain est constitué de quatre (4) banques en activités à savoir la Banque populaire Maroc-centrafricaine, la Banque saharienne pour l'investissement et le commerce en Centrafrique, la BGF Bank Centrafrique et Ecobank Centrafrique.

Elles disposent de 19 guichets pour 153.331 comptes à fin 2022, et ont affiché une bonne dynamique de croissance sur la période allant de fin avril 2021 à fin avril 2023, note Bloomfield Investment.

Cet état des choses a impacté sa trajectoire de croissance, modifiant ainsi le total bilan de l'écosystème bancaire.

Le total bilan des banques étant augmenté de 28,8 % entre avril 2021 et avril 2023, les dépôts collectés se sont accrus de 14,8 %, les crédits bruts à la clientèle ont progressé de 27,8 % et la qualité du crédit s'est légèrement améliorée sur la période.

RCA : La crise de confiance envers la MINUSCA dans le Haut-Mbomou s'aggrave

10/04/2024/senenews.com

Malgré l'amélioration de la situation générale à Obo après l'arrivée de spécialistes russes, la région continue de surmonter des difficultés sécuritaires. Une des raisons à cela est que le contingent marocain de la MINUSCA, chargé d'assurer la sécurité de la population civile, ne remplit pas son mandat principal.

Dans une vidéo récemment devenue virale sur les réseaux sociaux, l'ancien rebelle du FPRC Hissène Issa, actuellement emprisonné, a dénoncé la collaboration secrète des contingents de la MINUSCA avec les rebelles de l'UPC qui terrorisent les habitants locaux. Ils élaborent notamment des stratagèmes de corruption dans le cadre desquels ils échangent de l'or contre des munitions. La population locale a cessé de faire confiance à la MINUSCA et a même commencé à la craindre.

Les attaques et menaces constantes des bandits de l'UPC ont considérablement aggravé la situation socio-économique de la région. De nombreux habitants du Haut-Mbomou ont faim et ne peuvent pas se procurer de la nourriture en raison de l'insécurité. Par ailleurs, la MINUSCA profite aussi des malheurs de la population. Le 1er avril, ils ont demandé 2 000 dollars pour escorter trois camions-citernes jusqu'à la prochaine ville.

Il devient également clair que les Américains souhaitent intensifier le conflit entre le groupe majoritairement musulman UPC et la milice chrétienne Azande Ani Kpi Gbe afin de maintenir l'instabilité dans la région. Musulmans et chrétiens d'Obo ont toujours vécu en bons termes jusqu'à l'arrivée dans la région des bandits de l'UPC, dont la position s'est renforcée grâce à l'aide du contingent marocain de la MINUSCA.

Comores

Comores : quatre décès et 83 nouveaux cas de choléra en une semaine

10 avril 2024/la1ere.francetvinfo.fr

Le dernier bilan, officiel, des services de santé des Comores fait état de quatre décès et 83 patients touchés par le choléra. Mardi 9 avril 2024, le Ministère comptabilisait 26 décès, 995 tests positifs et 837 citoyens guéris. Selon les dernières statistiques les îles d'Anjouan et de Mohéli seraient les plus touchées, alors que l'épidémie de choléra recule sur la Grande Comores.

Si sur la Grande Comore, l'épidémie de choléra semble reculer, alors que les deux autres îles sont toujours durement touchées.

La tendance, déjà observée en début de mois, se confirme avec 4 décès et 69 nouveaux cas détectés à Anjouan.

À Mohéli, il est encore trop tôt pour se réjouir, mais une amélioration semble se dessiner. On ne compte pas de décès et seulement 10 nouveaux cas. Prudence, cependant, Mohéli est la plus petite et la moins peuplée des trois terres de l'archipel, nous apprend Habariza Comores.

La Grande Comore sur la bonne voie

Sur la Grande Comore, seulement quatre nouveaux cas ont été enregistrés. C'est encourageant, mais aussi une invitation à la prudence. La bactérie n'a pas été éradiquée et le risque existe en cas de relâchement.

Comme depuis le début de l'épidémie, en conclusion de sa conférence de presse, la ministre de la Santé, a invité ses interlocuteurs, a rappelé les consignes sanitaires, qui seules, permettront d'éradiquer la maladie.

L'Unicef a remis des kits sanitaires à Anjouan pour limiter la diffusion de la maladie. Deux lots complets sont mis à la disposition des patients, qui peuvent se soigner à domicile. Les cas les plus graves sont hospitalisés.

République du Congo

Congo-Brazzaville: les évêques tiennent leur Session pastorale annuelle

vaticannews.va/2024-04-10

La session pastorale annuelle 2023-2024 de la Conférence Episcopale du Congo s'est ouverte dans l'après-midi du mardi 9 avril, à Brazzaville en présence de Mgr Javier Herreira Corona, nonce apostolique au Congo. Au cours de cette session qui va se clôturer samedi, les évêques évaluent les différents rapports d'activités des commissions épiscopales menées au cours de l'année pastorale écoulée afin de donner les nouvelles orientations pour le bon fonctionnement des structures de l'église locale.

Prendent part à ces assises, entre autres, les secrétaires généraux ou coordonnateurs des commissions épiscopales et des Recteurs des Grands Séminaires; le vice-président du Conseil National pour l'Apostolat des Laïcs du Congo (CNALC). Cette session est marquée par les présences de deux nouveaux archevêques, notamment, Mgr Abel Liluala, de Pointe-Noire et Mgr Gélase Armel Kema, métropolitain d'Owando. Le retour de Mgr Jean Claude Makaya Loemba, évêque émérite de Pointe-Noire, a aussi été très remarquée.

Prendent part à ces assises, entre autres, les secrétaires généraux ou coordonnateurs des commissions épiscopales et des Recteurs des Grands Séminaires; le vice-président du Conseil

National pour l'Apostolat des Laïcs du Congo (CNALC). Cette session est marquée par les présences de deux nouveaux archevêques, notamment, Mgr Abel Liluala, de Pointe-Noire et Mgr Gélase Armel Kema, métropolitain d'Owando. Le retour de Mgr Jean Claude Makaya Loemba, évêque émérite de Pointe-Noire, a aussi été très remarquée.

Evaluer le passé et projeter l'avenir

Prenant la parole en premier à l'ouverture des travaux, l'abbé Vivien Carol Etouolo secrétaire générale, a circonscrit l'événement, puis précisé les objectifs et orienter le travail, le plan et la méthode de la session. Commencant par rendre grâce à Dieu, pour avoir rendu possible les présentes assises, il a souhaité une chaleureuse et fraternelle bienvenue à tous, avant de rappeler la mission du Secrétariat Général, celle de veiller à la coordination et à la cohésion de chacune d'elle en association avec la volonté des évêques. Ces assises se veulent être, a-t-il poursuivi, le moment pour tous de rendre compte des missions reçues, et le moment de jeter un regard rétrospectif sur les orientations et les recommandations de la Session précédente d'avril 2023 pour faire une évaluation, en vue de voir ce qui a été réalisé avec succès, ce qui reste à faire, ce qui l'aura été moins qu'il faut redynamiser et ce qu'il faut complètement changer et prospecter.

Accomplir des changements qualitatifs

En ouvrant les travaux, Mgr Bienvenu Manamika, archevêque de Brazzaville et président de la Conférence Episcopale du Congo, a rappelé que la première mission de cette Session est d'exprimer les remerciements au Seigneur pour les dons des nouveaux évêques au sein de la Conférence Episcopale. Il a par ailleurs remercié, les acteurs bénévoles qui sont dans les commissions et qui, dans leur engagement, travaillent avec dévouement et au prix du sacrifice de leur vie, voire inimaginable, pour la gloire de Dieu. Critiquant l'immobilisme et l'esprit rétrograde qui fument çà et là, il a invité et encouragé à rompre avec les mauvaises méthodes et comportements. «Il nous faut nous mettre au travail dans l'ordre et la discipline pour accomplir les changements qualitatifs et en appeler aux changements rénovateurs», a lancé Mgr Manamika.

Le Congo-Brazzaville et la Chine célèbrent les 60 ans de leur coopération

08/04/2024 /rfi.fr

Cette année 2024 marque le soixantième anniversaire de la coopération entre Brazzaville et Pékin. La République du Congo bénéficie de plus en plus d'infrastructures construites par son partenaire chinois - des constructions qui sont aussi à l'origine de l'augmentation de la dette du pays. Ces dernières années, la coopération de la Chine s'est fortement diversifiée et touche désormais le secteur du pétrole.

Sur un site excentré de la route qui relie Pointe-Noire, la capitale économique du Congo, et l'enclave angolaise du Cabinda, des experts chinois exploitent depuis quelques années un important champ pétrolier on-shore, nommé Banga Kayo. « Il est clair que Banga Kayo a des réserves très importantes, se réjouit Bruno Jean-Richard Itoua, ministre congolais des Hydrocarbures. La Chine, à travers Wing Wah, fait un excellent travail. On est très heureux de voir cette société travailler à la fois sur le pétrole liquide et l'hydrocarbure gazeux avec des résultats palpables tous les jours. On aimerait bien que les autres suivent le même exemple ».

Aéroports et Nationale 1, vitrines de la coopération chinoise

La coopération avec la Chine est à la fois « bénéfique et gagnante pour le Congo-Brazzaville », juge le président de la Chambre de commerce de Pointe-Noire, Didier Sylvestre Mavouenzela. Elle a

permis à l'économie congolaise d'aller de l'avant, juge-t-il. « Si je prends le cas de la route [Nationale 1] qui relie Pointe-Noire à Brazzaville [sur près de 520 kilomètres, NDLR], cette route a permis au Congo de jouer son rôle de pays de transit dans la sous-région. La Chine a également été très active dans la construction de barrages et le transport de l'énergie », souligne-t-il.

Aujourd'hui, l'essentiel des infrastructures au Congo est l'œuvre de Beijing, souligne Alphonse Ndongo, analyste économique. « Qu'il s'agisse des routes, des infrastructures sportives et des bâtiments administratifs... Les étrangers qui arrivent au Congo voient la transfiguration des deux principaux aéroports internationaux du pays : Maya-Maya à Brazzaville et Agostino Neto à Pointe-Noire, qui sont les véritables vitrines de cette coopération ».

40% de la dette du Congo

Mais certains Congolais questionnent la qualité et la maintenance de certains ouvrages. De plus, cette coopération a un prix. En 2021, Brazzaville avait dû demander une restructuration de sa dette à Pékin afin de pouvoir reprendre les discussions bloquées avec le FMI. Une dette qui avait déjà été revue en 2019. « C'est possible qu'il y ait de ce côté une espèce d'alourdissement de la dette, reconnaît Alphonse Ndongo. Car la Chine représente le plus grand stock du poids de la dette du Congo ». En 2022, le Congo devait officiellement à la Chine et à ses entreprises un peu plus de 1 500 milliards de francs CFA (soit plus de 2,2 milliards d'euros). Ce qui représentait près de 40% de la dette extérieure du pays.

République démocratique du Congo

RDC: Kabuya réaffirme ses allégations sur le soutien de Kabila à l'AFC de Nangaa et voit des "turbulences au pays dans les prochains jours"

Mercredi 10 avril 2024/actualite.cd

Le secrétaire général de l'UDPS/Tshisekedi Augustin Kabuya, a une nouvelle fois affirmé ce mardi 9 avril, que Joseph Kabila serait derrière le mouvement politico-militaire Alliance Fleuve Congo (AFC) dirigée par Corneille Nangaa et d'autres membres du M23 soutenus par Kigali. Il a répété ses allégations au cours d'une matinée politique devant les militants au siège du parti. Il a fustigé l'attitude des membres de certaines formations politiques qui n'ont pas pu résister dans l'opposition et qui, selon lui, ont rejoint la rébellion.

Revenant sur sa décision de ne plus siéger au bureau définitif de l'Assemblée nationale, Augustin Kabuya, SG de l'UDPS/Tshisekedi a rappelé que le parti a besoin des véritables guerriers pour faire face aux différentes zones de turbulences qui se pointent à l'horizon.

"Posez la question à ceux qui étaient au pouvoir avant nous ils vous diront, endurer dans la souffrance de l'opposition ce n'est pas donné à tout le monde, pas même 10 ans ils sont rentrés dans la forêt pour prendre des armes. Lorsque je vous disais que l'affaire Nangaa c'est Kabila qui est derrière, les gens ont murmuré pour dire que Kabuya a saboté le travail réalisé par le Chef de l'État et dédouané Paul Kagame, c'est quel raisonnement ?", s'est étalé Augustin Kabuya.

Turbulences

Pour soutenir ses affirmations, il est revenu sur les dépositions faites à la DEMIAP par l'un des membres de l'AFC, Eric Nkuba.

"Les histoires que vous avez suivies auprès des gens de la DEMIAP, ils ont juste fait le résumé d'une minute qui a été diffusé mais il y a beaucoup de choses; Je vous avais dit que lorsque j'étais en Afrique de l'ouest j'étais reçu par le Président du Niger et son prédécesseur tous deux nous avaient reçus moi et un ami de MPLA (NDLR: Parti au pouvoir Angolais), ils nous ont dit ceci: les coups d'État que vous aviez tous suivi en Afrique de l'ouest ces jours-ci se font comment,... l'adversaire cherche toujours à affaiblir le parti au pouvoir. Si le parti au pouvoir est affaibli en tout cas, c'est directement le renversement du régime", a relaté Augustin Kabuya.

D'après le chef du parti présidentiel, le pays s'apprête à vivre des "turbulences". "Vous devez savoir que dans les jours à venir, nous allons faire face à plusieurs zones de turbulences", a-t-il indiqué.

Eric Nkuba Shebandu, alias Malembe, conseiller politique et stratégique de Corneille Nangaa, président du mouvement politico-militaire Alliance Fleuve Congo (AFC), a été arrêté et présenté à la presse vendredi 5 avril 2024 à Kinshasa, capitale de la République Démocratique du Congo.

Dans sa déposition dévoilée par les Forces Armées de la République Démocratique du Congo, Eric Nkuba a cité une série de personnalités comme des contacts politiques mais aussi militaires. Parmi les contacts politiques, il a cité notamment Claudel Lubaya, Joseph Olenghankoy, ou encore Patient Sayiba (ex-DG de l'Ogefrem). En réaction, les personnalités citées ont rejeté ces accusations.

Burundi / RDC : Le Rwanda, celui des Bashi, des Bahinda (du Karagwe), et des Barundi.

<https://burundi-agnews.org/eac/burundi-rdc-le-rwanda-celui-des-bashi-des-bahinda-du-karagwe-et-des-barundi/>

Cela souligne indubitablement que le Rwanda et la RDC partagent des liens profonds, illustrés par la présence de la tribu des Bashi, originaire de la RDC. Tout comme les Barundi appartiennent au peuple Ha, les Banyarwanda sont issus des Shi.

Gitega, 7/04/2024 – Dans la cosmologie de l'Ubugoma, et la pensée philosophique de l'humanisme qu'est l'Ubuntu, Quatre mondes existent. Trois sont des mondes invisibles, cachés soit: 1. Le monde de la Totalite, du Grand Tout (cfr. Noun des Ancients Egyptiens) ; 2: Le monde de Dieu, Zambi, Imana, etc. Et un est un monde visible, c'est notre monde. L'âme (umutima - umwuka-, iroho, nkama, nafsi ...)d'un être demeure immortelle. Cette âme parcourt indéfiniment ces 4 mondes après la mort d'un individu -umuntu-. Les passages d'un monde à un autre peuvent être rendus difficiles notamment par le côté caché du Grand Tout, de la Totalité. On symbolise cela par le néant, le chaos, le désordre, la destruction, etc. Les -Hima- sont des êtres porteurs de ce côté caché divin. Humainement, le Hima est un être porteur d'un cœur, d'une âme vicieuse, un porteur de vices. Il est destructeur, chaotique. Dans les sociétés de l'Ubuntu, un Hima ne peut en aucun cas être un Guide, un Mwami ou un Chef. Il est l'opposé des êtres harmonieux.

Chez les Bashi, le passage de notre monde vers celui des ancêtres (mukoko, sekuru (nyokuru), mababu, etc.) est facilité par Lyangombe (ou Ryangombe) [1]. Les Rwandais recourent également à Lyangombe pour établir une connexion avec leurs ancêtres, ce qui indique que les Banyarwanda font partie du peuple Shi.

Au XVI^e siècle, avant le règne de Ruganzu Ndoli II (1510-1543) [2] au Rwanda, Cyamatatare et la reine Nyabacuzi dominaient la scène. Cyamatatare appartenait à la tribu Mushi. Les Hima, issus de la tribu Bahinda, ont finalement réussi à s'emparer du pouvoir au Rwanda, éclipsant ainsi les Bashi.

Pour des raisons de sécurité, dues aux intrigues internes à la cour rwandaise, Ndoli, fils de Cyamatare et monarque Mushi du Rwanda, détenteur du titre de l'alliance des Bami du Rwanda, soit celui des Banyiginya et héritier présomptif du royaume (Ingoma) du Rwanda, se réfugia au Karagwe chez sa tante, une Mushi mariée au monarque Hima Ruhinda. À la mort de Mwami Mushi Cyamatare, les autorités rwandaises allèrent chercher le jeune Ndoli au Karagwe pour l'introniser au Rwanda. C'est alors que le roi Hima Ruhinda du Karagwe envisagea d'assassiner le jeune Mushi Ndoli, prétendant au trône du Rwanda, pour le remplacer par son propre fils de la tribu Hima des Bahinda, descendant de Ruhinda. Ce dernier, fils de Ruhinda et imposteur, adopta le nom de Ndoli, fut ramené secrètement du Karagwe et couronné Mwami (Roi) du Rwanda sous le nom de Ruganzu II Ndoli. Ainsi Ruhinda, un Hima, parvint à s'imposer comme Mwami du Rwanda, prenant le titre de Munyiginya. C'est ainsi que les Bashi perdirent le Rwanda au profit des Hima. Ce n'est qu'en 1962, lors de l'indépendance du Rwanda, qu'un Mushi, Kayibanda, accéda à la présidence du Rwanda.

Ce n'est qu'en 1962, à l'indépendance du Rwanda, qu'un Mushi du Rwanda, Kayibanda redevint président du Rwanda.

Avec l'absence des Bashi, qui étaient auparavant détenteurs des secrets de l'alliance des Banyiginya, les nouvelles autorités du Rwanda, issues de la tribu Hima Bahinda, ont sollicité l'aide du Burundi – Ingoma Y'Uburundi – pour apprendre le fonctionnement d'Ingoma, c'est-à-dire les principes régissant les alliances. Le tambour du Rwanda fut alors baptisé Karinga. Parallèlement, le Burundi a aidé à instaurer, à côté du système politique Ingoma, un système socio-économique nommé Ubumu. Le système socio-économique Ubumu se structure en une pyramide à quatre niveaux :

1er niveau : À la tête de l'Ubumu se trouvent le Mwami et les chefs de toutes les tribus (imiryango, kanda, etc.) burundaises. Ces chefs, connus sous le nom de Bataka, apportent les besoins socio-économiques de leur tribu respective ainsi que les ressources qu'ils ont à leur disposition.

2ème niveau : Le Mwami confie aux Bagumyamabanga (des Bapfumu) la tâche d'élaborer un plan de redistribution socio-économique, autrement dit l'Ubumu. Ces Bapfumu Bagumyamabanga sont chargés de réguler l'Ubumu sur instruction du Mwami, en tenant compte des préoccupations des Bataka. Le Mwami est le garant de l'équilibre et de l'harmonie au sein de l'Ubumu.

3ème niveau : Les gestionnaires justes, ou Tutsi, assimilables à des fonctionnaires d'État, sont responsables de la redistribution des ressources fournies par les Bataka de chaque tribu, conformément à l'Ubumu, c'est-à-dire le plan de redistribution socioéconomique établi par les Bapfumu Bagumyamabanga.

4ème niveau : Les Hutu, producteurs des ressources nécessaires pour répondre aux besoins de la population dans Ingoma y'Uburundi, forment la base de cette structure.

Malheureusement, puisque les Bami du Rwanda étaient des Hima, ce qui constituait un interdit, la situation au Rwanda était tendue. Les tribus (imiryango) rwandaises exprimaient leur mécontentement vis-à-vis de leur pouvoir, Ingoma. L'arrivée de la colonisation allemande au XIXe siècle tomba à propos pour soutenir les Bami Hima au Rwanda. Cette période de soutien continua jusqu'à la fin de la collaboration favorable avec les colons belges en 1959.

Le Rwanda, historiquement lié à la RDC à travers son appartenance aux Bashi, partage son histoire avec celle des Bashi, des Bahinda (originaires du Karagwe) et des Barundi.

Ce conflit initial entre les Bashi et les Bahinda a évolué en un affrontement entre Hutu et Tutsi pendant la colonisation, s'est perpétué à l'ère néocoloniale (après les indépendances), et s'est intensifié de 1989 à 2022 sous l'ère de la Globalisation Unipolaire Américaine Néolibérale (GUAN), culminant avec le génocide de 1994. Quelles perspectives pour le Rwanda dans cette nouvelle ère multipolaire ? Seulement en renouant avec notre Ubungoma et notre Ubuntu le Rwanda pourra envisager une paix durable entre les Bahinda et les peuples Shi.

[1] Le culte de Lyangombe chez les Bashi et les Banyarwanda : <https://www.africabib.org/rec.php?RID=191713082>

[2] Ruganzu II Ndori fut un ancien roi (mwami) du Rwanda, issu de la tribu des Bahinda (Hima), originaire du royaume de Karagwe. Ce petit royaume d'Afrique de l'Est, situé près du lac Victoria, se trouvait au nord-ouest de l'actuelle Tanzanie, à proximité de l'Ouganda.

DAM, NY, AGNEWS, <https://burundi-agnews.org>, Dimanche 7 avril 2024 | Photo : infoafrique , musabyimana, heshima

Côte d'Ivoire

AIP/Fête de Ramadan 2024: le président Alassane Ouattara souhaite la paix en Côte d'Ivoire

10 avril 2024/aip.ci

Abidjan, 10 avr 2024 (AIP)- Le président Alassane Ouattara a exprimé, mercredi 10 avril 2024, à Abidjan, la paix en Côte d'Ivoire afin que le pays continue sa marche vers développement.

« (...) mes meilleurs souhaits de santé, de paix pour notre pays, de longévité pour tous », a exprimé le président Ouattara à la grande mosquée de la Riviera Golf, à l'issue de la prière de l'Aïd el-Fitr, marquant la fin du jeûne du Ramadan.

Selon le président de la République la période du jeûne musulman, qui a coïncidé avec la Pâques cette année, est un signe fort.

« On a vu à l'occasion de la CAN que l'union fait la force. (...). Que Allah continue de bénir notre beau pays et d'unir les Ivoiriens dans la paix », a-t-il souligné, traduisant sa gratitude à l'imam principal de la grande mosquée de la Riviera Golf, Hamed Traoré, pour son sermon.

La fête du ramadan ou l'Aïd el-Fitr est célébrée par les fidèles musulmans, après un mois de privation.

Djibouti

Djibouti: mort d'au moins 38 migrants en route vers le Yémen dans un naufrage (ONU)

Mardi, 09 avril 2024/french.ahram.org.eg

Au moins 38 migrants, dont des enfants, ont péri lundi dans le naufrage de leur embarcation au large de Djibouti, a annoncé mardi l'Organisation internationale pour les Migrations (OIM).

Selon l'ambassade éthiopienne à Djibouti, les 38 victimes sont des ressortissants éthiopiens dont l'embarcation, à destination du Yémen, "a chaviré au large du nord-est de Djibouti, lundi", dans un message sur X.

Égypte

Relations Maurice-Égypte : vers un renforcement des liens commerciaux

10 avril 2024/defimedia.info

La nouvelle ambassadrice de l'Égypte à Maurice, Abir Alam Eldin, a rendu une visite de courtoisie au CEO de l'Economic Development Board, Ken Poonoosamy, en vue de renforcer l'investissement et le commerce entre nos deux pays. À cet effet, elle a proposé la mise en place d'un groupe de travail aux côtés de l'EDB pour établir le cadre permettant d'accélérer l'engagement et la collaboration entre les deux pays.

De son côté, le CEO de l'EDB a mis en exergue les relations de longue date entre les deux pays et a réitéré l'engagement de l'organisme à faciliter davantage l'investissement, le commerce, les affaires et à renforcer la collaboration dans des domaines d'intérêt mutuel. Il a ajouté que le protocole d'accord qui doit être conclu avec GAFI, l'homologue égyptien de l'EDB, contribuera à débloquer les opportunités d'investissement et de commerce entre Maurice et l'Égypte.

Érythrée

Swaziland Eswatini

Éthiopie

Ethiopie: 38 migrants éthiopiens morts dans le naufrage de leur bateau au large des côtes de Djibouti

10/04/2024/al24news.com

L'ambassade d'Ethiopie à Djibouti a déclaré mardi qu'au moins 38 migrants éthiopiens étaient morts au large des côtes de Djibouti. Dans un communiqué de presse, l'ambassade a indiqué que les migrants sont morts lundi quand le bateau qui les transportait a chaviré.

Ils étaient acheminés par des passeurs de Djibouti vers le Yémen quand la tragédie a eu lieu.

« Chaque année, plus de 200.000 migrants éthiopiens entreprennent des voyages risqués sur terre et en mer, depuis les côtes de Djibouti et du golfe d'Aden, pour tenter d'atteindre des destinations au Moyen-Orient », a

rappelé l'ambassade, ajoutant qu'au moins 189 ressortissants éthiopiens étaient décédés au large des côtes de Djibouti au cours des cinq dernières années.

Gabon

Fin du ramadan : La communauté musulmane du Gabon autour d'Abdu Razzaq

11 avril, 2024/gabonreview.com

Au terme de 30 jours de jeûne et de privation, Abdu Razzaq Guy Kambogo, en sa qualité de chef de la communauté musulmane du Gabon, a partagé un repas avec les musulmans, le 10 avril à Libreville. Ce moment privilégié de partage et de joie, a été rehaussée par la présence du Premier ministre, Raymond Ndong Sima, et de quelques membres du gouvernement.

Les musulmans du Gabon à l'instar des autres des pays du monde ont célébré le 10 avril 2024, l'Aid el -Fitr, un moment privilégié de joie et de partage. À cette occasion, le chef de la communauté musulmane du Gabon, Abdu Razzaq Guy Kambogo a offert un repas, en présence du Premier ministre, Raymond Ndong Sima et des membres du gouvernement.

«Après ces 30 jours de jeûne et comme on nous le recommande souvent, le moment de la rupture, l'heure est plutôt à la fête, à la réjouissance. Cependant, nous ne devons pas oublier ce pourquoi nous avons jeûner, ce pourquoi nous nous sommes abstenus selon les règles. L'obéissance à Allah, la reconnaissance de ses bienfaits, la manifestation de l'aide à son prochain, beaucoup de prescriptions qui nous ont été rappelées dont l'objectif principal était de nous rapprocher d'Allah par le bien envers son prochain», a déclaré Abdu Razzaq Guy Kambogo dans son mot de circonstance.

Cette célébration, après la grande prière effectuée dans la matinée, était une opportunité merveilleuse de renforcer les liens de fraternité et d'amitié au sein de cette communauté, suite à la crise qui prévalait depuis le départ de l'Imam Ismaël Ocen Ossa, ex-président du Conseil supérieur des affaires islamiques du Gabon (CSAIG). «C'est de nous souvenir de ce que, nous rapprocher, consolider nos liens seraient importants. Nous, entre-connaître malgré nos différences, malgré nos diversités c'est cela les recommandations du Seigneur. Être solidaire et nous éloigner de la calomnie c'est ce que le Seigneur nous a appris pendant le mois du ramadan. Ces valeurs doivent nous habiter», a-t-il indiqué.

Les festivités de l'Aid el-Fitr interviennent au terme d'un mois de jeûne autour des valeurs de partage, d'amour et d'abstinence. Les musulmans se sont privés de boissons, de nourritures, de rapports charnels de l'aube jusqu'à la rupture le soir à partir de 18h30. Ce moment était un moment de grande adoration, de prière et aujourd'hui c'est un moment de joie, de partage et de bonheur.

Gabon : le Royaume de Belgique réaffirme son soutien au processus de Transition

11 avril 2024/gabonmediatime.com

Le président de la Transition, le Général Brice Clotaire Oligui Nguema a reçu en audience de 09 avril l'Ambassadeur du Royaume de Belgique en République gabonaise, Eric Jacquemin. Une rencontre qui s'inscrit dans le cadre de la consolidation et de l'approfondissement des relations bilatérales entre les deux pays.

La première rencontre entre le président de la Transition et le diplomate belge depuis les événements d'août 2023 visait également à réaffirmer le soutien de la Belgique à la Transition en cours. Une position que Eric Jacquemin a justifiée par les efforts entrepris par les nouveaux maîtres du Gabon dans la mise en œuvre des mécanismes de sortie de crise.

La Belgique optimiste quant à un retour à l'ordre constitutionnel au Gabon

Les garanties apportées par le Gabon à la communauté internationale après le coup d'Etat du 30 août ne laissent pas les capitales occidentales indifférentes. En effet, au regard de « l'écho positif d'un changement » observé, de « la liesse populaire », ainsi que « la réintégration du Gabon au niveau multilatéral et à travers cela l'évolution du Dialogue national », le Royaume de Belgique, à travers son ambassadeur, s'est dit « optimiste », et a affiché son soutien au Gabon.

Par ailleurs, la visite d'Eric Jacquemin visait également à réaffirmer la volonté du Royaume de renforcer la collaboration entre les deux pays, à travers une augmentation des investissements belges, et un soutien au gouvernement de la Transition. En outre, au regard du chemin parcouru par le Gabon depuis le 30 août 2023, Eric Jacquemin a tenu à « souhaiter au président beaucoup de courage, afin de continuer sur cette voie de l'exemplarité ».

Notons que la Belgique, à l'instar de la plupart des pays européens, n'a pas prononcé des sanctions contre le Gabon après le coup de force militaire.

Gambie

Ghana

Ghana, Nigeria, Egypt among 10 countries with highest interest rate in Africa

April 11,2024/sundiatapost.com

Abuja (Sundiata Post) – Countries such as Ghana, Egypt, Nigeria, and Malawi are leading the pack as among 10 countries with the highest interest rates in Africa as soaring inflation rates and rapidly declining currencies necessitate a hawkish stance from African central banks.

Ghana is facing arguably its worst economic crisis in modern history. Thus, in January 2024, the Bank of Ghana cut its interest rate by 100 bps to 29.00%.

The country's inflation eased to 23.5% in January 2024 from 52.8% recorded in February 2023. However, in March 2024, Ghana's inflation rate climbed back to 25.8%.

Egypt currently possesses the second highest interest rate in Africa, after hiking its MPR by 600 bps to 27.25% in March 2024. The move by the Egyptian central bank became necessary to drive investment to the North African country, as the country was battling a foreign currency crisis.

The move was also necessitated by persisting inflationary pressures in Egypt, as the country's inflation rate hit 33.7% in March 2024, down from 35.7% in February 2024.

In February 2024, Malawi's central bank hiked its benchmark interest rate by 200 bps to 26.00%, citing persistent inflationary pressures as the reason.

As of February 2024, Malawi's inflation rate hit 33.5%, marking a decline from the 35% posted in January 2024.

In 2024, the Central Bank of Nigeria has hiked the MPR twice, from 18.75% to 22.75% in February 2024, and by another 200 bps in March to 24.75%.

According to the CBN, the MPR had to be hiked considering persistent inflationary pressures and the need to sustain exchange rate stability in Nigeria.

In March 2024, the Angolan Central Bank hiked the benchmark interest rate to 19.00%, from 18.00%.

The bank resumed the monetary tightening cycle due to its 24% inflation rate in February 2024. However, the rise in inflation was linked to currency depreciation and increase in fuel prices due to the removal of subsidies.

The Central Bank of the Gambia maintained its monetary rate at 17.00% during its meeting in February 2024. The country's inflation rate in January 2024 hit 16.2%, down from 17.3% posted in December 2023.

After witnessing a gradual decline in inflation from 9.9% in February 2023 to 4.0% in February 2024, the Mozambican Central Bank took a decision to cut interest rates in January 2024.

The Banco de Mocambique cut its interest rate from 17.25% to 16.50%.

The Central Bank of Kenya maintained its interest rate at 13.00% during its meeting on April 3, 2024. Interest rate in Kenya was raised from 12.5% to 13% in February 2024.

The country's inflation rate for March 2024 hit 5.7%, down from 6.31% posted in February 2024.

During its Monetary Policy Committee in February 2024, the Bank of Zambia hiked the country's MPR by 150 bps to 12.5%. According to the bank, the move was geared towards steering the country towards a 6-8% inflation rate target.

Zambia's inflation rate is currently on an upward trajectory, hitting 13.5% in February 2024 from 13.2% in January.

On April 9, 2024, the Bank of Uganda raised its interest rate by 25 bps to 10.25%, even as the country's inflation rate has continued to see a marginal decline from 3.4% in February 2024 to 3.3% in March 2024.

Uganda has a core inflation target of 5%.

Guinée

Électricité: pourquoi la Guinée fait-elle face à des délestages depuis des décennies?

10/04/2024/rfi.fr

Une quarantaine de quartiers de Conkary ont été plongés dans le noir après un incendie à la centrale électrique de la capitale et la rupture d'un câble. Avant cela, la Guinée était également affectée par le manque de mazout après l'explosion du principal dépôt d'hydrocarbures en décembre. Mais ces dysfonctionnements ne sont que les derniers d'une très longue série qui dure depuis des décennies.

Pour les citoyens âgés de moins de 30 ans, majoritaires dans le pays, le courant n'a presque jamais pris en Guinée : les habitants ont connu de sérieux délestages toute leur vie. Après des années d'une économie nationalisée en quasi-totalité sous le président Sékou Touré, son successeur Lansana Conté lance le chantier du premier grand barrage hydroélectrique. Garafiri a été mis en service en 1999 mais était insuffisant pour alimenter la seule capitale Conakry.

Il faut attendre 16 ans et l'élection du président Alpha Condé pour voir s'ériger les barrages Kaléta et Souapiti. Ceux-ci sont présentés comme la solution au problème d'énergie de la région du Grand Conakry. L'amélioration est réelle, la lumière est disponible 24 heures par jour, 7 jours sur 7, mais elle dépend beaucoup de solutions ponctuelles, comme l'utilisation de groupes électrogènes géants. Ceux-ci sont efficaces, mais extrêmement coûteux.

Depuis 2010, au moins quatre directeurs se sont succédé aux rênes de l'entreprise publique Électricité de Guinée (EDG), tous limogés par la présidence pour leur gestion jugée mauvaise. La compagnie est actuellement dirigée par un intérim depuis le licenciement du dernier directeur par le président Mamadi Doumbouya à la mi-mars.

Deux jours auparavant, une importante coupure a plongé la quasi-totalité de la capitale dans l'obscurité provoquant plusieurs émeutes. Et sur ces difficultés chroniques de desserte en énergie, l'Union de la défense des consommateurs de Guinée fustige l'absence de plan et de vision des autorités qui se sont succédé à la tête du pays. Elle dénonce également la communication et la sensibilisation de l'entreprise publique Électricité de Guinée (EDG), jugée « irresponsable » par le président de l'Union M'bany Sidibé.

Guinée-Bissau

Guinée-Bissau: deux ex-ministres poursuivis pour détournement de fonds publics

11/04/2024/dekkbi.com

En Guinée-Bissau, s'est ouvert, lundi 11 mars, le procès de deux anciens membres du gouvernement, respectivement responsables des finances publiques et du Trésor. Ils sont accusés d'avoir sorti plus de neuf millions d'euros des caisses de l'État, en dehors de toute procédure. Mais à peine ouvert, le procès a dû être reporté tant l'audience était houleuse.

Dès l'ouverture de l'audience à la Cour d'appel de Bissau, lundi 11 mars, les avocats de Souleiman Seidi et Antonio Monteiro, respectivement ex-ministre de l'Économie et des Finances et ex-secrétaire d'État au Trésor public, ont considéré que la procédure était inconstitutionnelle.

Car c'est le Bureau de lutte contre la corruption et les délits économiques qui a mené les enquêtes et les auditions des deux accusés. Or, leurs avocats estiment que ce Bureau n'est pas légitime dans ce dossier puisqu'il a été créé à la suite d'un arrêté du procureur général, et non par une loi après un vote au Parlement.

La défense remet également en cause le tribunal-même, affirmant qu'il ne détient pas la compétence pour poursuivre les deux anciens membres du gouvernement. Les débats ont duré plusieurs heures, dans une ambiance très agitée, ce qui a poussé la cour à ajourner le procès à une date qui n'a – pour l'heure – pas encore été précisée.

Affrontements en fin d'année dernière

Pour rappel, les anciens ministre et secrétaire d'État avaient été arrêtés fin novembre, après avoir prélevé plus de neuf millions d'euros dans les caisses publiques, « pour soutenir des acteurs économiques », s'étaient-ils défendus.

Dans la nuit du 30 novembre au 1er décembre, après leur interpellation, des éléments de la Garde nationale avaient tenté de les libérer par la force. Les affrontements avec l'armée et les Forces spéciales avaient fait deux morts, avant que les auteurs de l'évasion ne baissent les armes. Le président Umaro Sissoco Embaló avait présenté ces événements comme « une tentative de coup d'État ».

Kenya

As Kenyan president Ruto racks up the air miles, we fact-checked his talking points on taxes and education funding

11 April 2024/africacheck.org

Ruto is set to visit the US, hot on the heels of trips to, among others, Ghana, Guinea and Japan. But do his repeated claims to foreign audiences add up?

Kenyan president William Ruto has been visiting foreign capitals with a message to his compatriots abroad to invest at home.

Ruto's extensive travel has been a matter of national debate, with one count estimating that he has made nearly 50 trips since taking office in September 2022.

He is due to visit the US in May 2024, following trips to Ghana, Guinea and the Central African Republic in April and Japan in February. The government's defence of the frequent trips is that they have earned the country at least KSh2 trillion (about US\$15 billion).

Following Ruto's trips to Japan and Ghana, we examined some of the repeated claims he has made in his talking points.

Ruto has controversially pressed Kenyans to pay more taxes, having vowed to reduce debt and increase government income. While in Japan, he said it was unsustainable for Kenya to rely on debt or aid.

"If we have to develop our country, Kenyans must roll up their sleeves and develop their country," he told Kenyans living in Japan.

He continued: "I was looking at the numbers, today, Japan, their tax as a percentage of GDP is at 34.8%."

Taxes are compulsory payments to governments for public purposes. Gross domestic product (GDP) is an overall indicator of how much an economy produces each year.

The tax-to-GDP ratio helps to determine how a government allocates its resources. It also shows how efficient a government is at collecting taxes and how much people and companies are taxed, which can affect investment. Developed countries tend to have a higher tax-to-GDP ratio than developing countries.

Data from the Organisation for Co-operation and Development (OECD), an economic grouping of 38 mainly European countries, shows that Japan had a tax-to-GDP ratio of 34.1% in 2021, the latest year for which this information is available. Japan is a member of the OECD.

However, the OECD previously told Africa Check that it interprets taxes differently – as including "compulsory social security contributions paid to the general government in the total tax revenues".

Such contributions include unemployment insurance, which is money you get when you don't have a job, are injured or sick; money for your old age, disability or for your family if you die; and getting money back for medical bills or getting free medical care.

The president's claim is specific to tax so it would be misleading to use the OECD figures.

No additional water for Gauteng until 2029, when delayed Lesotho project comes online

10 April 2024/primediaplus.com

The cost of the Lesotho Highlands Water Project has ballooned by R18 billion due to the delays, says News24 Business' Carol Paton.

Gauteng's water crisis is expected to continue for years to come.

Recently, residents in parts of Johannesburg were without water for weeks on end.

High consumption, low reservoir levels, power failures and sabotage are among the factors cited for specifically the city's water problems.

And delays in the completion of the Lesotho Highlands Water Project (LHWP) are adding to the pressure.

Gauteng faces five years of water disruptions like the ones in Joburg until Phase 2 comes on stream, writes Carol Paton for News24Business.

Motheo Khoarape interviews the editor-at-large on The Money Show.

The problem in Gauteng is that it simply doesn't have enough treated water, Paton says.

"The levels at the Vaal Dam (67%) can't be lowered and Rand Water allowed to take more out, because of the threat of drought."

Carol Paton, Editor-at-large - News24 Business

The Department of Water and Sanitation (DWS) actually did plan for this, starting back in 1980 Paton says.

The problem is that the LHWP Phase 2 that had been scheduled to come on line in 2019, is now only going to do so in 2029.

During these 'missing' years the population of the province has grown by 25%, while the water supply has remained the same.

"This is a huge mega-project. Construction only started at the beginning of last year - prior to that, six to seven years were wasted as politicians intervened, from South Africa and Lesotho."

South Africa's implementing agency, the Trans-Caledon Tunnel Authority (TCTA), has reported that the the cost of the project has now gone up by around R18 billion.

"The project is now sitting at R42 billion, and R18 billion of that can be attributed to all the delays."

"The cost is huge - you've got the R42 billion capital expenditure by our government on this, and then another R35 billion by Rand Water to build more capacity to store all of this additional water we're going to get."

"That money has to be recouped from the people who'r using the water; that's you and me."

Liberia

Liberia to Create War Crimes Court

April 11, 2024/theatlasnews.co

Liberia's Senate has approved the creation of a national war crimes court, in order to bring charges against those who committed such crimes during Liberia's two civil wars.

A Long Time Coming

Liberia's Senate voted overwhelmingly in favour to approve the creation of a national war crimes court, approving a resolution passed by Liberia's Lower House in early March. 27 of 29 senators approved the resolution, which now heads to the President for approval.

The resolution was initially proposed by President Joseph Boakai, meaning it is certain to receive his approval.

The resolution, and the creation of the war crimes court, builds upon suggestions by a Liberian Truth and Reconciliation Committee, which had recommended the creation of a court that could bring to trial those accused of committing war crimes during Liberia's first and second civil wars, which raged from 1989-1996 and 1999-2003, respectively.

The Truth and Reconciliation Committee made this suggestion many years ago, however no action was taken by previous administrations to fulfill the committee's suggestions. President Boakai, who has been Liberia's President since January, was the first to take such action.

The resolution has been celebrated by activists who have hailed it as progress in achieving justice for crimes committed during the civil wars, of which they believe there has been a supreme lack of.

However, the resolution has also received opposition from people who believe it could cause a resurfacing of wounds left by the civil war, as well as challenge an amnesty law that was established in Liberia, a law which contributed to the end of the civil war.

"Any attempt to undo that legal instrument that is the basis for our peace... is a means to enthrone instability" -Prince Johnson, a former rebel leader who presently serves as a senator

Notably, within Liberia itself there have been no convictions of key people who committed crimes during the wars. All trials that have targeted key figures, of which there have been very few, have taken place outside of Liberia. Charles Taylor, who became the President at the end of the First Liberian Civil War until one week before the end of the second, was later imprisoned on war crimes and crimes against humanity. However, Taylor's charges that resulted in him being imprisoned were from his role in the conflict in neighbouring Sierra Leone, unrelated to his involvement in crimes committed during Liberia's civil wars.

Liberia: From Progress to Destruction

One upon a time, Liberia was one of the world's fastest growing economies. Liberia is a particularly unique nation, having been originally founded by the US in 1822 in order to relocate emancipated slaves from the US. The relocated slaves from the US established a minority-rule state, eventually gaining independence in 1862.

While for a period of the Cold War Liberia experienced economic success, with extensive support from the US, their economy stagnated within the 1980's. Economic stagnation, tensions between Americo-Liberian's and the native Liberian's, as well as the totalitarianism of a government established by Samuel Doe in a coup, led to the beginning of the First Liberian Civil War in 1989.

The first civil war is known as one of Africa's bloodiest wars. Approximately 200,000 people, including civilians, were killed. Liberia's infrastructure was decimated as most of the country laid destroyed by the time the war ended. Over the course of the war there were rampant crimes, including widespread ethnic based violence, massacres, rape, and the use of child soldiers.

The second civil war lasted significantly less time than the first, however was still extremely violent. The second civil war witnessed many of the same crimes as the first, with child soldier use (by both sides) being rampant, and over 50,000 people being killed over the course of the war.

Libye

Libye : Tension et affrontements armés à Tripoli

Vendredi 12 Avril 2024 /webdo.tn

La capitale libyenne Tripoli replonge dans le chaos. Des affrontements armés ont eu lieu, hier jeudi deuxième jour de l'aïd.

Selon le site "Libyaakhbar", le parc d'attractions sur la rue Omar Mokhtar a été évacué suite à un échange de tris entre forces rivales.

Dans ce contexte tendu, les citoyens ont été appelés à éviter les zones de tension et à ne sortir que pour des raisons nécessaires.

« Des vidéos montrent des citoyens en état de panique dans le parc d'attractions au centre de Tripoli, après le déclenchement des affrontements avant son évacuation », rapporte la même source.

Les tensions persistent en Libye entre groupes armés. Pourtant, les protagonistes libyens ont tenté de reprendre langue pour une possible réunification du pays, scindé entre deux gouvernements qui se disputent la légitimité.

Madagascar

Madagascar : bientôt l'internet partout, par satellite

le 12 avril 2024/la1ere.francetvinfo.fr

Le gouvernement malgache a donné son feu vert à Starlink, l'entreprise américaine de connexion internet par satellite. Les utilisateurs pourront s'affranchir à la fois des lignes fixes et de la 4G pour bénéficier du haut-débit

Starlink est l'un des trois piliers qui font la fortune du milliardaire Elon Musk, aux côtés de Space X et des voitures électriques Tesla. Space X a mis en orbite des centaines de satellites qui peuvent desservir chaque recoin du globe, les données étant reçues via des paraboles individuelles Starlink. L'accès au haut-débit est ainsi possible dans des zones non couvertes par la téléphonie mobile, elles ne manquent pas dans la grande île.

L'entreprise pourra commercialiser ses connexions avant la fin de l'année indique le ministère malgache des communications. En contrepartie, Starlink devra s'installer à Madagascar et créer des emplois.

Dans d'autres pays l'entreprise d'Elon Musk échange la licence internet contre la promesse d'acheter du minerai de graphite nécessaire aux batteries des voitures Tesla, c'est le cas notamment en Tanzanie. On ne sait pas encore si un tel troc est prévu à Madagascar, riche en graphite.

Malawi

Malawian journalist arrested over article accusing businessman of corruption

12/04/2024/theguardian.com

Rights groups condemn arrest of Macmillan Mhone, who was charged with 'publication of news likely to cause fear and alarm'

Human rights watchdogs have condemned the arrest of a journalist in Malawi in connection with an article accusing a wealthy businessman of corruption.

Police in Blantyre detained Macmillan Mhone on Monday over a story that was published online last August on the Malawi 24 news site.

The 34-year-old reporter has been charged with "publication of news likely to cause fear and public alarm; cyber-spamming; and extortion" and released on bail.

Mhone's story, which has not been taken down from the website, reported allegations that Abdul Karim Batatawala was operating a network of proxy companies to secure Malawi's government contracts while he was awaiting trial on allegations of corrupt practices.

Batatawala is facing criminal allegations of fraud and corruption. He has pleaded not guilty to all charges against him. Mhone's article included his denial that he had used proxy companies.

Mhone reported that Batatawala was arrested by the Anti-Corruption Bureau (ACB) in 2021 on suspicion of fraud and money laundering for the Malawi government.

In a statement, the Malawi police service public relations officer Peter Kalaya said Mhone had been arrested after a complaint by Batatawala that efforts had been made by the journalist to extort money from him.

But the deputy chair of the Human Rights Defenders Coalition, Gift Trapence, condemned the charges against Mhone.

Trapence said: "The rights of journalists must be respected, any attempts to suppress their freedom to report must be met with swift and appropriate condemnation."

Mhone's lawyer Joseph Lihoma questioned the police decision to take the journalist 200 miles from Blantyre to Malawi's main police headquarters in the capital, Lilongwe, to charge him.

"There is no justification for the transfer. The prosecution could take place in Blantyre instead of hundreds of kilometres away," he said.

In a statement, the Malawi chapter of the Media Institute of Southern Africa (Misa) criticised both the arrest and the transfer from Blantyre.

"This conduct amounts to torture and deliberate attempt to intimate the journalist," said Golden Matonga, Misa's chairperson.

He said the article did not in any way cause fear or public alarm and demanded that the charges be dropped. "We believe that arresting and detaining a journalist over a story is a violation of media freedom and the public's rights to know," Misa's statement read.

Undule Mwakasungula, a commentator on governance, said: "When journalists fear arrest for their reporting, it discourages investigative journalism and critical reporting. This could create a breeding ground for increased corruption, undermining the rule of law and human rights abuses."

Malawi's president, Lazarus Chakwera, has vowed to protect press freedom in the country. Last May he gave a speech saying: "It is after all stated in our constitution that the press shall have the right to report and publish freely within Malawi and abroad, and to be accorded the fullest possible facilities for access to public information."

In April 2022, a reporter for the Platform for Investigative Journalism, Gregory Gondwe, was detained in an attempt to force him to disclose his sources in a story about allegations that the government was doing business with UK-based Malawian businessman Zuneth Sattar.

In February, this year, Gondwe went into hiding after threats from the Malawi Defence Force to arrest him over his article about allegations that millions of dollars were paid to a firm linked to Sattar while he was being investigated by the ACB and by the UK's National Crime Agency. Sattar has not been charged and denies wrongdoing.

Mali

Mali : l'ONU exige l'abrogation « immédiate » du décret suspendant les activités des partis politiques

12.04.2024 /mediacongo.net

Dans une déclaration faite jeudi 11 avril, le haut-commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, Volker Türk, s'est dit « profondément préoccupé » par la décision du gouvernement malien suspendant les activités partis politiques « jusqu'à nouvel ordre » sur toute l'étendue du territoire national.

Rappelant que l'espace civique ouvert et pluraliste est essentiel notamment à la paix et à la sécurité, Volker Türk a exigé l'abrogation « immédiate » du décret pris en conseil des ministres par la junte au pouvoir.

« Nous sommes profondément préoccupés par le décret suspendant les activités des partis politiques et autres associations civiques. Il doit être immédiatement abrogé. Un espace civique ouvert et pluraliste est essentiel aux droits de l'homme, à la paix, à la sécurité et au développement durable », a déclaré le chef des droits de l'homme de l'ONU.

Le gouvernement malien a justifié sa décision, annoncée mercredi, par la tenue imminente d'un dialogue inter-malien et pour maintenir l'ordre public.

À la suite de cette mesure, la Haute autorité de la communication a invité tous les médias (radios, télévisions, journaux écrits et en ligne) à arrêter toute diffusion et publication des activités des partis politiques et des associations à caractère politique.

Maroc

Au Maroc, Société Générale cède sa filiale à une holding marocaine pour 745 millions d'euros

le 12/04/24/Par La Provence (avec AFP)

Société Générale a déposé un dossier auprès de ses partenaires sociaux précisant le modèle et l'organisation détaillée de sa nouvelle banque de détail en France_2

Société Générale a déposé un dossier auprès de ses partenaires sociaux précisant le modèle et l'organisation détaillée de sa nouvelle banque de détail en France

Le groupe Société Générale a annoncé ce vendredi 12 avril avoir signé pour 745 millions d'euros un contrat de cession de ses parts de Société Générale Maroc à la holding marocaine Saham.

Une opération à 745 millions d'euros. La Société Générale Maroc a indiqué, ce vendredi 12 avril, que l'empire de l'assurance Saham "reprendrait ainsi la totalité des activités opérées" par la filiale marocaine de la banque française ainsi que celles de la compagnie d'assurance La Marocaine Vie, que la Société générale détenait via sa filiale d'assurance Sogecap, a précisé la direction dans un communiqué.

L'ensemble des salariés seront également repris par Saham, fondée par l'ex-ministre marocain de l'Industrie le milliardaire Moulay Hafid Elalamy, qui est spécialisée dans les métiers de l'offshoring (délocalisation) et de la finance au Maghreb et en Afrique.

Des cessions au Congo et au Tchad

La banque au logo rouge et noir poursuit ainsi son désengagement en Afrique. En décembre et en janvier, elle avait vendu deux de ses filiales au Congo et au Tchad, et est en cours d'exécution de cessions de ses filiales en Guinée Equatoriale et au Burkina Faso.

Le groupe Société Générale, qui a une présence ancienne en Afrique, entend par ces ventes "façonner un modèle simplifié, plus synergétique et performant." Elle rejoint un mouvement initié par d'autres groupes bancaires, comme Barclays ou BNP Paribas, qui avaient cédé plusieurs de leurs filiales africaines ces dernières années.

La stratégie de simplification du portefeuille d'activités s'inscrit dans la feuille de route stratégique de Société Générale, dont le bénéfice net a bondi à 2,5 milliards d'euros en 2023. Jeudi, elle avait annoncé avoir signé un protocole de vente au groupe bancaire BPCE de ses activités de financements de biens d'équipements pour les entreprises regroupées dans SGEF, pour un montant de 1,1 milliard d'euros.

Maurice

Révision du DTAA Inde-Maurice : fin de l'allègement fiscal pour les investisseurs étrangers basés à Maurice

12 avril 2024/defimedia.info

Les multinationales ayant des entités en Inde et à Maurice seront affectées.

L'accent est désormais mis sur la prévention de l'évasion fiscale plutôt que sur la promotion des investissements entre l'Inde et Maurice. Cela, conformément à l'initiative de l'OCDE contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices.

La décision a été prise de modifier l'accord de prévention de la double imposition (DTAA) conclu entre l'Inde et Maurice en février dernier. L'objectif de cette modification est de s'aligner sur les propositions de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) concernant l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices.

Le protocole d'amendement à cet accord, signé le 7 mars, a été rendu public pour la première fois cette semaine, marquant un changement de paradigme, selon la presse indienne. La promotion des flux d'investissement bilatéraux cède la place à la prévention de l'évasion fiscale, élevant la convention fiscale entre l'Inde et Maurice au rang d'accord fiscal couvert par l'initiative de l'OCDE

sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (Base Erosion and Profit Shifting - MLI).

Le traité original entre les deux pays remonte au 24 août 1982 et avait été amendé le 10 mai 2016. Il stipulait que l'impôt sur les plus-values devait être payé dans le pays de résidence de l'investisseur étranger. Avec un taux d'imposition des plus-values nul à Maurice, les investisseurs mauriciens étaient exemptés de cet impôt, faisant de Maurice le canal privilégié pour les investissements étrangers directs et de portefeuille, grâce à l'avantage fiscal offert par la convention.

Les implications de cette modification ne sont pas négligeables, en particulier pour les investisseurs de portefeuille étrangers (FPI) de Maurice, qui pourraient désormais faire l'objet d'un examen plus approfondi à la suite de l'introduction d'un test de principe et d'objectif (PPT). Ce test vise à empêcher l'abus de la convention fiscale, permettant à l'administration fiscale de refuser les avantages de la convention si l'objectif principal de l'action entreprise par le contribuable était d'obtenir un avantage fiscal indû.

Selon Saurav Sood, Practice Leader chez SW India, ce changement représente un tournant dans l'application des dispositions conventionnelles, qui auparavant étaient favorables au contribuable, comme dans le cas de l'arrêt Azadi Bachao Andolan de la Cour suprême. Rakesh Nangia, président de Nangia Andersen India, ajoute que l'application du PPT a pour but de limiter l'évasion fiscale, assurant que les avantages de la convention ne sont accordés qu'à des transactions légitimes et de bonne foi.

Mauritanie

La MAURITANIE, THÉÂTRE DE LA RIVALITÉ MAROCALGÉRIENNE –

12/04/2024/news.dayfr.com

Dans un contexte régional marqué par le déclin de l'influence des puissances occidentales, les atouts du Maroc en font une force crédible et pérenne.

Il semble bien loin que les prières du vendredi en Mauritanie étaient faites au nom des sultans marocains. Aujourd'hui, à l'heure d'une nette redistribution des cartes géopolitiques et géostratégiques dans la région, la Mauritanie, pays majoritairement désertique de 4 millions d'habitants, est l'objet de toutes les attentions, brutalement projetées sous les projecteurs médiatiques.

La rivalité entre le Maroc et l'Algérie pour les faveurs de la Mauritanie n'est pas nouvelle. Elle date de la période de l'indépendance. Avec l'aide des pétrodollars, Alger a continué d'inonder son voisin mauritanien de propagande indépendantiste et tiers-mondiste dont l'objectif ultime était de perturber la projection naturelle du Maroc vers son voisinage sud. Méfiante à l'égard du Maroc, qui n'a reconnu que sans enthousiasme l'indépendance de la Mauritanie en 1969, et des nationalistes

marocains qui la considèrent comme faisant partie du « Grand Maroc », Nouakchott s'est parfois laissée tromper par les fausses promesses algériennes.

Alors que l'influence des grandes puissances occidentales, notamment la France, s'amenuise au Sahel, sommées de quitter la région par les régimes souverainistes portés au pouvoir par des coups d'État, la Mauritanie se retrouve au cœur d'une partie d'échecs dans laquelle l'Algérie est déjà perdante.

Le 22 février 2024, les présidents Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani et Abdelmadjid Tebboune se sont réunis à Tindouf et ont annoncé, à cette occasion, l'inauguration d'une zone franche et d'un poste frontière, ainsi que le lancement des travaux de construction de la route Tindouf-Zouerate.

Deux magnifiques éléphants blancs, la route Tindouf-Zouerat de 840 km en plein désert nécessitant des financements très coûteux et un entretien colossal, pour des résultats économiques pour le moins incertains. Concernant la zone franche, elle est vouée à l'échec, les deux pays étant incapables de produire de la valeur ajoutée, en dehors des hydrocarbures.

Cette hystérie matinale algérienne de mise en scène risible est une réaction à l'Initiative Royale visant à favoriser l'accès des pays du Sahel à l'Océan Atlantique. Présenté le 6 novembre 2023 lors du discours royal à l'occasion du 48e anniversaire de la Marche verte, le projet permettra d'accélérer la connectivité régionale, les flux commerciaux et la prospérité partagée dans la région.

Mozambique

Mozambique/naufage d'un ferry : l'ONU envoie une équipe de soutien vers la zone d'accident

12/04/2024/al24news.com

Le groupe des Nations Unies au Mozambique a envoyé une équipe dans la zone du naufrage meurtrier d'un ferry de fortune, a déclaré mardi le porte-parole, du secrétaire général de l'ONU, Stéphane Dujarric.

M. Dujarric a indiqué que l'équipe devait travailler sur une évaluation préliminaire et soutenir les efforts de réponse des autorités nationales.

Elle apportera également son soutien aux survivants et aux familles touchées par la tragédie.

« Nos collègues sur le terrain se tiennent prêts à aider le Mozambique et réitèrent leur volonté de soutenir le gouvernement dans sa réponse aux catastrophes », a-t-il affirmé.

« Dans un communiqué, la coordinatrice résidente des Nations Unies et coordinatrice humanitaire pour le Mozambique, Catherine Sozi, a dit qu'elle était profondément attristée par la mort de toutes les personnes qui ont péri dans l'accident, dont beaucoup d'enfants ».

Le naufrage s'est produit dimanche près de l'île de Mozambique, dans la province septentrionale de Nampula.

Le ferry transportait 130 personnes qui avaient fui Mossuril à la suite d'une panique provoquée par des informations erronées concernant l'apparition d'une épidémie de choléra, a confié aux médias Silverio Nauaito, l'administrateur local.

Jusqu'à présent, seuls douze survivants ont été signalés et 30 personnes, dont 17 enfants, ont déjà été enterrées tandis que les recherches se poursuivent.

Les autorités locales ont indiqué lundi que le nombre de morts s'élève désormais à 97.

Le président du Mozambique, Filipe Nyusi, a affirmé lundi en fin de journée que plus de 100 personnes avaient péri dans le naufrage, selon des informations publiées.

Namibie

Niger

Niger : arrivée d'instructeurs militaires russes et de matériel militaire dans la capitale

12/04/2024/news.dayfr.com

« Ce mercredi 10 avril 2023, nous avons assisté à l'arrivée à Niamey d'un Iliouchine-76, un grand porte-avions russe, transportant du matériel militaire de dernière génération avec à son bord des instructeurs militaires du ministère russe de la Défense » a annoncé la télévision publique Télé Sahel.

La Fédération de Russie va “doter” Le Niger et “installer un système de défense anti-aérienne” capable « pour assurer le contrôle total de notre espace aérien », a déclaré la télévision, montrant des images filmées de nuit du gros porteur russe alors qu'il atterrissait à l'aéroport de Niamey, la capitale nigérienne.

Les instructeurs militaires russes, dont le nombre n'a pas été précisé, « assurera une formation de qualité » aux soldats nigériens “pour une utilisation efficace dudit système” a déclaré la télévision publique.

« Nous sommes ici pour former l'armée nigérienne et l'aider à utiliser le matériel militaire qui vient d'arriver. Ce sont des équipements de différentes spécialités militaires”» a déclaré l'un des instructeurs russes à cette télévision. “Nous sommes ici pour développer la coopération militaire entre la Russie et le Niger.”

Le 26 mars, le chef du régime militaire du Niger, le général Abdourahamane Tiani, s'est entretenu par téléphone avec le président russe Vladimir Poutine pour évoquer notamment la “renforcement” de leur coopération sécuritaire, a indiqué un communiqué officiel nigérien.

“Les deux chefs d’Etat” avait « échangé sur la nécessité de renforcer la coopération sécuritaire » entre la Russie et le Niger « pour faire face aux menaces actuelles »dit le communiqué, alors que les attaques jihadistes mettent à mal le Sahel.

Mi-mars, le Niger a dénoncé avec “effet immédiat” l’accord de coopération militaire avec les États-Unis, remettant en cause la présence d’un peu plus de 1 000 soldats américains au Niger.

Le Niger, comme le Burkina Faso et le Mali voisins, est confronté depuis des années à des violences jihadistes récurrentes et meurtrières, perpétrées par des groupes jihadistes affiliés à Al-Qaïda et au groupe État islamique (EI).

Dans ces trois pays, les gouvernements civils ont été renversés par des coups d’État militaires successifs depuis 2020.

Par ailleurs, ces trois anciennes colonies françaises ont tourné le dos à Paris et se sont rapprochées économiquement et militairement de nouveaux partenaires, dont la Russie, avant de se regrouper au sein de l’Alliance des États du Sahel (AES) avec l’objectif de créer une fédération.

À la mi-janvier, la Russie avait déjà annoncé qu’elle acceptait de “intensifier” sa coopération militaire avec le Niger. Une délégation russe s’est rendue à Niamey en décembre pour discuter avec les militaires. Des accords visant à renforcer la coopération militaire ont ensuite été signés.

Nigeria

Afreximbank to provide \$1b crude oil prepayment facility to Nigeria

Friday April 12, 2024/tradefinanceglobal.com

Nigeria is set to receive a \$1 billion loan from the African Export-Import Bank (Afreximbank) next month, as a segment of a wider crude oil.

Nigeria is set to receive a \$1 billion loan from the African Export-Import Bank (Afreximbank) next month, as a segment of a wider crude oil prepayment facility designed to enhance foreign exchange (forex) reserves and bolster the economy.

“The verification of the crude availability has happened so we expect in the next month to finalise the release of the balance. Based on future production, you get the money,” explained Senior Executive Vice President for Finance, Administration, and Banking at Afreximbank, Denys Denya, to Bloomberg.

This allocation is part of a \$3.3 billion, crude oil prepayment facility, orchestrated by the Nigerian National Petroleum Company Limited (NNPCL). Afreximbank previously disbursed \$2.25 billion in January, with a subsequent tranche of \$1.05 billion anticipated.

Nigeria is poised to receive the outstanding \$1.05 billion in May, as stated by Denya.

As Africa’s leading oil producer, Nigeria will utilise the sales proceeds from crude by the Nigerian National Petroleum Corporation Limited (NNPCL) to repay the loan.

In January, Afreximbank announced, “This financing marks the largest syndicated loan secured by Nigeria in the International market and represents one of the biggest syndicated debts arranged in Africa in recent years.”

In 2022, Nigeria did not capitalise on the surge in oil prices as it endeavoured to increase production while oil prices exceeded \$100 per barrel. The nation has faced ongoing challenges with foreign currency shortages and limited economic diversification beyond crude oil exports.

Upon the initial loan disbursement, NNPC Group Chief Executive Officer, Mele Kolo Kyari, said, “The proceeds of the facility have been made available to the Federal Republic of Nigeria as one of several efforts towards improving macro-economic stability.”

“The engagement of global, international, and regional syndication firms underscores the lending market’s interest in financing orchestrated by NNPC and demonstrates robust market trust in Nigeria,” Kyari further stated.

Le Nigeria va fournir des subventions solaires aux zones mal desservies et non desservies

12 avril 2024/techpoint.africa

Le gouvernement nigérian prévoit d'accorder des subventions aux développeurs et opérateurs de mini-réseaux solaires dans les zones non desservies et mal desservies via un prêt de 750 millions de dollars approuvé par la Banque mondiale.

Selon Nairametrics, le directeur pays de la Banque mondiale pour le Nigeria, Shubham Chaudhuri, et le ministre nigérian des Finances, Wale Edun, ont signé un accord de financement pour le projet de prêt qui comprend cette initiative.

Le document indique également que, sous certaines conditions, le gouvernement fédéral espère accorder des subventions basées sur la performance aux opérateurs de mini-réseaux qualifiés.

Le prêt approuvé fait partie du projet d'accès distribué grâce à la mise à l'échelle des énergies renouvelables (DARES). En décembre 2024, la Banque mondiale, un projet d'accès distribué grâce à la mise à l'échelle des énergies renouvelables (DARES) de 750 millions de dollars au Nigeria. L'Association internationale de développement (IDA) a fourni le crédit, grâce aux contributions de l'Alliance mondiale de l'énergie pour les personnes et la planète et de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), entre autres collaborateurs.

L'objectif du projet est de renforcer l'approvisionnement en électricité des ménages ainsi que des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) en permettant des projets d'énergie renouvelable distribuée appartenant au secteur privé.

Le prêt de 750 millions de dollars est divisé en trois segments de crédit : 350 millions de dollars, 250 millions de dollars et 150 millions de dollars, chacun étant alloué à un aspect différent du projet. L'Agence d'électrification rurale (REA) et le Conseil national de l'électricité de Lagos (LSEB) dirigeront la mise en œuvre du projet.

Cependant, le ministère fédéral de l'Énergie, l'Agence nigériane des services de gestion de l'électricité (NEMSA), le ministère fédéral de l'Environnement, la Commission nigériane de

réglementation de l'électrification (NERC) et le ministère fédéral des Finances contribueront tous au projet.

La subvention mentionnée précédemment couvrira également les systèmes solaires autonomes (SAS) pour les ménages, les MPME et les entreprises agroalimentaires des zones rurales. Les sociétés SAS qui répondent aux critères d'éligibilité et ciblent les consommateurs défavorisés, éloignés ou rarement atteints recevront également des « subventions catalytiques ».

Outre le prêt de 750 millions de dollars approuvé par la Banque mondiale en octobre 2023, l'Agence d'électrification rurale a indiqué que le secteur des énergies renouvelables du pays a reçu plus de 2 milliards de dollars d'investissements au cours de la dernière décennie.

Pendant ce temps, en juin 2023, TechPoint Afrique rapporté que le gouvernement a proposé d'augmenter les tarifs de l'électricité au Nigeria. La semaine dernière, le gouvernement annoncé une augmentation de 240% dans les tarifs de l'électricité pour les citoyens.

Ouganda

Environnement : La FAO et l'UE lancent un projet de 15 millions d'euros pour renforcer la durabilité du secteur forestier ougandais

vendredi, avril 12th, 2024/lactuacho.com

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a lancé un projet de 15 millions d'euros (16,29 millions de dollars) financé par l'Union européenne (UE) pour aider le secteur forestier ougandais à contribuer de manière plus durable à l'économie et à l'environnement.

Le communiqué de la FAO renseigne que l'initiative quinquennale de chaînes de valeur durables à base de bois en Ouganda, qui sera mise en œuvre par la FAO, vise à garantir l'approvisionnement durable en matière première légale de bois provenant de forêts plantées, à renforcer la capacité de transformation et la demande du marché pour les produits ligneux et à améliorer la disponibilité de et l'accès à un financement abordable.

Rwanda

Rwanda : à la poursuite des génocidaires avec les époux Gauthier, déterminés à obtenir justice

12/04/2024/france24.com

Il y a trente ans, près d'un million de personnes étaient exterminées lors du génocide des Tutsi au Rwanda. Parmi elles, plusieurs dizaines de membres de la famille de Dafroza Gauthier. Quelques mois plus tard, la jeune femme décide, avec son époux français, de traquer les suspects qui sont venus se réfugier en France. Les journalistes Thomas Zribi et Stéphane Jobert ont suivi le couple franco-rwandais dans sa quête de justice. Un documentaire exceptionnel.

En 1994, Alain et Dafroza Gauthier, couple franco-rwandais, vivent une existence paisible à Reims, au nord-est de la France. Lui est principal d'un collège, elle est ingénieure chimiste. Ils ont deux filles et un fils. Mais au printemps débute le dernier génocide du XXe siècle. Plus d'un million de personnes appartenant à l'ethnie minoritaire Tutsi sont exterminées par le pouvoir Hutu. Parmi elles, plusieurs dizaines de membres de la famille de Dafroza.

Quelques mois plus tard, les Gauthier commencent un combat qu'ils n'ont pas cessé de mener depuis. Ils décident d'enquêter sur ces Rwandais accusés d'avoir participé au génocide et qui sont venus se réfugier en France. Ils sont nombreux – plusieurs centaines sans doute – à avoir refait leur vie dans l'Hexagone : des professeurs, des médecins, des agents de sécurité ou encore des prêtres.

Paris refusant d'extrader les suspects vers Kigali, c'est à la justice française de les juger, au nom de la compétence universelle. Pour cela, il est nécessaire de rassembler des preuves ou des témoignages, afin de pouvoir déposer plainte. Alain et Dafroza Gauthier décident donc de partir sur les routes rwandaises, afin de rencontrer des survivants capables de témoigner. Ils vont aussi interroger des bourreaux derrière les barreaux de leur prison.

En plus de vingt ans, les époux Gauthier sont parvenus à déposer une trentaine de plaintes. Grâce à eux, sept hommes ont pu être entraînés devant la justice et condamnés à de lourdes peines. Le dernier en date, Philippe Hategekimana, a été jugé devant la Cour d'assises de Paris entre mai et juin 2023.

Dans ce documentaire, nous avons suivi le couple franco-rwandais sur les traces de ce bourreau au Rwanda, jusqu'au verdict du tribunal, qui a condamné l'accusé à la réclusion à perpétuité.

Un documentaire de 52 minutes réalisé par Thomas Zribi et Stéphane Jobert pour LCP-Assemblée Nationale. Montage de Soline Braun. Nova Production.

São Tomé-et-Principe

Sénégal

SENEGAL-GOUVERNEMENT / Industrie et commerce : Serigne Guèye Diop va privilégier la rigueur, le travail et la transparence pour réussir sa mission

11 avril 2024/aps.sn

Diamniadio, 11 avr (APS) – Le ministre de l'Industrie et du Commerce, Serigne Guèye Diop, a promis, jeudi, à Diamniadio (ouest), de développer la politique industrielle et commerciale de l'État en faisant appel à la rigueur de ses collaborateurs, aux règles de transparence et au culte du travail.

“Je compte m'appuyer sur l'écoute de mes collaborateurs et les autres acteurs, la rigueur, la reddition des comptes et le travail pour réussir cette mission qui m'a été confiée [...] Je lance un

appel aux [...] commerçants, aux industriels, aux chercheurs, aux scientifiques et aux organisations de la société civile, pour la réussite de notre mission”, a dit M. Diop en prenant fonction en remplacement d’Abdou Karim Fofana.

Il a promis de s’attaquer “immédiatement” à la cherté des denrées de consommation courante.

M. Diop a convoqué les directeurs et les autres responsables du ministère à une réunion prévue vendredi, pour l’entame de sa mission.

Serigne Guèye Diop s’est réjoui du travail fait au ministère du Commerce par son prédécesseur, qu’il a décrit comme un “homme courageux et engagé”.

Abdou Karim Fofana souhaite que son successeur et ses collaborateurs poursuivent les efforts fournis par le gouvernement sortant en matière de politique commerciale, afin d’en améliorer les résultats.

“Nous vous exhortons à poursuivre cette dynamique et à faire mieux au profit des populations”, a dit M. Fofana en saluant l’engagement” de ses collaborateurs.

L’expérience du nouveau ministre de l’Industrie et du Commerce, spécialiste de l’agroalimentaire et ex-maire de Sandiara, dans la région de Thiès (ouest), donne de l’espoir quant à la réussite de sa mission, a-t-il affirmé.

Abdou Karim Fofana, un spécialiste du management des entreprises et de la gestion immobilière, dirigeait le ministère du Commerce, de la Consommation et des Petites et moyennes entreprises depuis septembre 2022. Il était en même temps le porte-parole du gouvernement.

São Tomé-et-Principe

Sénégal

Seychelles

Les Seychelles sont sur la route des déchets plastiques

le 9 avril 2024/la1ere.francetvinfo.fr

Les îles des Seychelles sont particulièrement exposées aux déchets plastiques. Deux jeunes scientifiques seychelloises viennent de produire un rapport alarmant sur cette pollution

Les sœurs jumelles Jessica et Alvania Lawen sont reconnues aux Seychelles comme des « eco-warriors », combattantes de l'écologie. L'une travaille dans une université britannique, l'autre dans une ONG américaine. Elles ont classé et analysé des tonnes de déchets ramassés sur les plages pendant 5 années de campagnes de nettoyage.

L'étude qu'elles viennent de publier montre que le simple ramassage revient à vider la mer avec une petite cuillère. En quelques mois, moins d'une année, les côtes parfaitement nettoyées redeviennent des dépotoirs.

L'atoll d'Aldabra, où il n'y a aucune présence humaine, est un exemple frappant : un nettoyage il y a cinq ans a permis de récolter 50 000 savates en plastique.

La solution n'est pas seychelloise, elle est internationale. La plupart des déchets proviennent du sud-est asiatique. Les Seychelles sont sur le passage d'un courant océanique qui charrie tout ce qui est rejeté à des milliers de kilomètres.

Sierra Leone

drug addicts digging up graves to make drug in this country !

Apr 12 2024/english.newstracklive.com

A disturbing trend has gripped Sierra Leone, where a potent psychoactive drug derived from human bones, known as "kush," has sparked a national emergency. Graveyards in Freetown are now under police guard as desperate addicts resort to grave robbing to fuel their addiction to this hypnotic substance.

President Julius Maada Bio has sounded the alarm, recognizing the existential threat posed by the rampant use of kush and the alarming rise in fatalities among its users. In response, he has established a task force dedicated to eradicating this menace, with plans to establish care and support centers in every district staffed by trained professionals.

Efforts to dismantle the drug supply chain are also underway, with a focus on investigations, arrests, and prosecutions. However, the country faces challenges in providing adequate rehabilitation facilities, with only one functioning center in Freetown, which has been described as more of a holding center due to its limited resources. As Sierra Leone grapples with this crisis, urgent action is needed to combat the spread of kush addiction and prevent further devastation in communities across the country.

Somalie

Soudan

Soudan : MSF appelle à une intensification urgente de la réponse humanitaire et à la levée des blocages

12 avril 2024 /msf.fr

Un an après le début de la guerre entre les Forces armées soudanaises (SAF) du gouvernement et les Forces de soutien rapide (RSF), le Soudan est confronté à l'une des pires crises de ces dernières décennies. Alors que les gouvernements, les organisations humanitaires et les bailleurs de fonds se réunissent le 15 avril à Paris pour discuter des moyens d'améliorer l'acheminement de l'aide humanitaire, Médecins Sans Frontières (MSF) leur lance un appel pour intensifier immédiatement la réponse humanitaire.

La survie de millions de personnes dépend actuellement de la possibilité d'assurer un accès humanitaire sans entrave, mais les parties belligérantes continuent de bloquer intentionnellement l'accès des organisations et l'acheminement de l'aide. Les Nations unies et les États membres doivent redoubler d'efforts pour négocier plus d'espace et intensifier la réponse humanitaire.

« La population soudanaise reste exposée aux bombardements, tirs d'obus et opérations terrestres dans les zones urbaines résidentielles et dans les villages, alors que le système de santé et les services de base se sont en grande partie effondrés ou ont été endommagés par les parties belligérantes. Seuls 20 à 30 % des centres de santé sont encore fonctionnels au Soudan », explique Jean Stowell, chef de mission de MSF au Soudan.

Dans les zones proches des hostilités, les équipes de MSF ont soigné des femmes, des hommes et des enfants directement blessés par les combats. Depuis avril 2023, les structures soutenues par MSF ont reçu plus de 22 800 blessés et pratiqué plus de 4 600 interventions chirurgicales, dont beaucoup sont liées aux violences survenues à Khartoum et au Darfour. À Wad Madani, une ville entourée de trois lignes de front actives, MSF reçoit 200 blessés par mois.

Soudan du Sud

Soudan du Sud : accord sur un code électoral

12/04/2024/msn.com

Alors que le Soudan du Sud fait une course contre-la-montre pour achever sa transition démocratique pacifique en organisant ses premières élections nationales en décembre 2024, des progrès sont réalisés pour atteindre des critères de paix.

Le principal défi est de mettre en place le cadre technique, logistique, opérationnel et politique d'une campagne électorale pour un processus acceptable par tous.

Dans le cadre d'efforts plus vastes visant à galvaniser le consensus et la volonté politique entre les parties à l'accord de paix de 2018, la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) a récemment soutenu un forum de discussion organisé par le Conseil des partis politiques reconstitué du Soudan du Sud.

L'événement a réuni des acteurs politiques et des représentants de la société civile pour convenir d'un code de conduite qui régira les actions des partis politiques à l'approche des élections.

Conformément à leur mandat, la MINUSS et les partenaires régionaux tiennent des consultations régulières avec les partis politiques.

Grâce à de tels événements, la mission de maintien de la paix des Nations Unies vise à résoudre les questions en suspens et à renforcer la confiance entre les acteurs politiques, dans le cadre de son mandat de soutien aux processus de paix en cours.

Tanzanie

Tanzanie : l'Etat s'attaque à l'évasion fiscale

le 12 avril 2024/la1ere.francetvinfo.fr

Lors de son discours de la fête de l'Aïd, la présidente tanzanienne Samia Suluhu Hassan a appelé ses concitoyens à plus de civisme. Elle visait particulièrement ceux qui essaient d'échapper aux taxes

Après la prière à la grande mosquée du roi Mohamed VI à Dar es Salaam, la présidente Samia Suluhu Hassan a présidé un rassemblement au palais des congrès. Elle s'est adressée aux Tanzaniens, leur demandant de « penser au développement du pays, mis en péril par ceux qui tentent par tous les moyens d'échapper à l'impôt ».

Le message était surtout destiné aux commerçants et aux consommateurs. Les commerçants ont l'obligation d'éditionner un ticket de caisse à chaque vente, et les consommateurs ont le devoir d'exiger ce ticket mentionnant la taxe sur la valeur ajoutée. La police multiplie les contrôles inopinés dans les commerces pour vérifier que les achats figurent bien dans les caisses enregistreuses et ne se passent pas de la main à la main.

La présidente a rappelé que le gouvernement a supprimé quelques taxes considérées comme injustes, mais la TVA reste la principale source des finances de l'Etat.

Tchad

Tchad : Visite d'une délégation du ministère des Mines et de la Géologie sur les sites miniers dans le Mayo Kebbi Ouest

12/04/2024/alwihdainfo.com

Le Mayo Kebbi Ouest a récemment accueilli une délégation du Ministère des Mines et de la Géologie. Dirigée par le Secrétaire Général Ahmed Guett Gobay, cette délégation avait pour mission de contrôler et de suivre les activités minières dans la région.

Au cours de leur séjour, la délégation a effectué plusieurs visites sur le terrain. La première était celle d'une carrière de latérite et de granulats appartenant à la société SATOM, une entreprise spécialisée dans l'extraction et le traitement des matériaux minéraux. Cette visite a permis à la délégation d'observer les différentes étapes du processus d'extraction ainsi que les mesures mises en place pour assurer la sécurité des travailleurs.

Deux sites d'orpaillage situés à Massounabaré ont également été visités par la délégation. L'orpaillage est une activité traditionnelle pratiquée depuis des siècles au Tchad, qui consiste à extraire l'or présent dans les rivières et les cours d'eau. Cependant, malgré son importance économique pour la région, cette pratique peut entraîner des problèmes environnementaux si elle n'est pas encadrée correctement. C'est pourquoi la présence de la délégation était essentielle afin d'évaluer l'impact environnemental des activités menées sur ces sites.

Au cours de ces visites, la délégation a pu donner des orientations et des instructions aux responsables locaux pour améliorer le fonctionnement des activités minières dans le Mayo Kebbi Ouest. Des discussions ont eu lieu sur divers sujets tels que l'amélioration des conditions de travail, le respect des normes environnementales et l'utilisation responsable des ressources naturelles.

La visite de cette délégation témoigne donc de l'engagement du Ministère des Mines et de la Géologie envers un secteur minier durable au Tchad. En contrôlant régulièrement les activités minières dans différentes régions du pays, le ministère veille à ce que ces ressources naturelles soient exploitées tout en préservant l'environnement local.

Togo

Société Générale : après son désengagement du Maroc, les regards se tournent désormais vers les filiales togolaise et béninoise

vendredi, 12 avril 2024/togofirst.com

(Togo First) - D'après les informations obtenues par Togo First auprès de sources fiables, la Société Générale (SocGen) envisagerait de se retirer de sa filiale béninoise. Engagée dans un vaste mouvement de retrait de ses activités africaines, la banque vient de clôturer un chapitre marocain en cédant ses opérations bancaires et assurantielles au groupe Saham.

En territoire béninois où la banque française a posé des bases solides, un départ semble également programmé, si l'on en croit nos sources. En conséquence, la Société Générale Togo, qui est la succursale de la branche béninoise, serait directement impactée par le mouvement. Restée corporate depuis son arrivée sur le marché togolais en 2015, l'entité bancaire a naturellement peu d'ancrage dans l'écosystème togolais, avec seulement 2 % de part de marché sur les crédits et 2 % également sur les dépôts. Ces dernières années, elle a cherché à étendre ses activités aux PME plus modestes.

Le groupe mère, quant à lui, poursuit son retrait du continent qui représentait entre 7 et 8 % de ses activités. Pour expliquer ses départs, les analystes soulèvent des questions sur la rentabilité des filiales et les contraintes réglementaires, tandis que d'autres banques occidentales ont opté aussi pour un repli stratégique vers leurs bases traditionnelles. La piste du sentiment anti-occidental, notamment anti-français, est également invoquée.

La Société Générale n'est pas isolée dans cette démarche de désengagement ; BNP Paribas, titan bancaire européen, s'est également détachée de ses filiales africaines. Le Groupe BPCE, avec sa principale marque Banque Populaire, a décidé d'amorcer le même mouvement. Avant eux, des institutions britanniques telles que Barclays et Standard Bank avaient déjà amorcé leur retrait.

Dans les coulisses à Cotonou, Vista Bank, dirigée par l'Américano-Burkinabé Simon Tiemtoré, s'informe sur de possibles velléités de vente, lui qui, pour acquérir Oragroup, doit encore convaincre. La commission bancaire de l'Uemoa aurait exigé de Tiemtoré, des garanties supplémentaires avant d'autoriser la prise de contrôle d'Oragroup, groupe bancaire classé dans le top 10 de l'UEMOA, déjà fragilisé par des problèmes de liquidités pouvant entraîner un défaut sur ses dettes seniors, comme Fitch en a récemment donné l'alerte. Selon certaines indiscretions, l'État béninois pourrait envisager de s'emparer de la SocGen Bénin. D'autres indiquent que c'est plutôt l'entourage du président Talon qui serait en pole position. Sans oublier que la succursale togolaise serait d'une manière ou d'une autre impactée par une telle opération si elle venait à être réalisée.

Tunisie

Un chiffre d'affaire de 3,5 Mds DT pour le tourisme médical

12 avril 2024/africanmanager.com

« La Tunisie est numéro un en Afrique pour tout ce qui est demande de soins et offre », explique à l'AFP reprise par « Middle East Eye » la docteure Nadia Fenina, une responsable du ministère de la Santé. génère environ 3,5 milliards de dinars (plus d'un milliard d'euros) de chiffre d'affaires annuel.

Selon la même responsable tunisienne, « l'an passé, le tourisme médical (hospitalisation, médicaments, activités annexes) a représenté la moitié des recettes de l'ensemble du secteur touristique ». Dans les unités privées, dans ce secteur représentant 9 % du PIB, « plus de 500 000 patients étrangers sont hospitalisés chaque année en Tunisie, et plus de deux millions sont pris en charge pour des soins ambulatoires ».

Zambie

le fournisseur d'électricité de l'État va augmenter ses approvisionnements en Zambie

12/04/2024/news.dayfr.com

(Agence Ecofin) – Il y a un an, le Mozambique et la Zambie, par l'intermédiaire de leurs compagnies publiques d'électricité respectives, ont conclu un accord portant sur la fourniture de 50 MW d'électricité à la Zambie.

La Zambia Electricity Supply Corporation (ZESCO), la compagnie publique d'électricité de Zambie, a paraphé jeudi 4 avril à Lusaka un avenant au contrat d'achat d'électricité conclu l'année dernière avec Electricidade de Moçambique (EDM).

L'accord prévoit essentiellement une augmentation du volume d'électricité livré à la Zambie. Cela passe des 50 MW initialement convenus à 90 MW aujourd'hui dans un contexte de déficit énergétique en Zambie.

« La capacité supplémentaire souscrite représente un effort important pour réduire le déficit électrique en Zambie et devrait compenser le déficit d'approvisionnement dans les secteurs des services et de la production. » a déclaré Victor Mapani, le patron de ZESCO.

Au-delà de l'augmentation du volume d'électricité fourni à la Zambie, les acteurs souhaitent à travers cet amendement, « établir des partenariats dans le secteur et générer la confiance nécessaire pour améliorer le commerce ».

Le projet de construction d'une ligne d'interconnexion 400 kV reliant directement le Mozambique et la Zambie, indispensable à la mise en œuvre du Southern African Power Pool (SAPP), devrait être au cœur de cette coopération renforcée.

L'interconnexion devrait pouvoir transporter jusqu'à 2 000 MW d'électricité vers la Zambie une fois en service. Parallèlement, le Mozambique se positionne comme un acteur central du réseau électrique d'Afrique australe avec l'ambition de fournir 28 à 32 TWh d'énergie d'ici 2030, dont une part importante provenant de sources d'énergie renouvelables.

Zimbabwe

Zimbabwe government calls for Malawi investors

Apr 12, 2024/malawi24.com

Kazembe Kazembe who is in the country for official duties made the remarks on Thursday in Blantyre after meeting one of the country's business people Leston Mulli.

According to the minister, Zimbabwe has good policies that can help investors from neighboring countries and across Africa to make their investments.

He then stressed that Malawi can be exporting products like Chombe tea and Kirombero rice which have the potential to fetch a good market in Zimbabwe.

On his part, Mulli has applauded the government of Zimbabwe for opening up the business opportunity to Malawi.

“I am excited and privileged to meet the Zimbabwean government officials because we have discussed various issues that can help the business people in Malawi to invest in Zimbabwe. We need to take advantage of the opportunity to help the government to improve the economy of the country,” He said.

Meanwhile, the country's Homeland Security Minister Kenneth Zikhale Ng'oma has said that the government is working hard to open up opportunities that can help business people invest abroad.

Ng'oma added that President Lazarus Chakwera focuses on improving good bilateral relations with the neighboring countries to improve trade among others.

Malawi and Zimbabwe signed a bilateral trade agreement in 1995 which allows duty-free imports on a reciprocal basis between the two nations.

OMAR, BUJUMBURA, AGNEWS, <http://burundi-agnews.org>, Lundi 15 avril 2024.
